



HAL
open science

L'Europe des Lumières

Pierre-Yves Beaurepaire

► **To cite this version:**

| Pierre-Yves Beaurepaire. L'Europe des Lumières. PUF, 3715, pp.128, 2004, Que sais-je ?. <halshs-00134600>

HAL Id: halshs-00134600

<https://shs.hal.science/halshs-00134600v1>

Submitted on 2 Mar 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Pierre-Yves Beaurepaire

L'Europe des Lumières

à toute l'équipe du Centre de
la Méditerranée Moderne et
Contemporaine, Nice

Introduction

Préfiguration de la construction européenne contemporaine pour certains, française pour Louis Réau¹ et Marc Fumaroli², l'Europe des Lumières, échappe pourtant à toute définition simple. Ses frontières posent un premier problème, d'autant plus aigu qu'elles sont perçues comme des frontières de civilisation. L'«européanité» de la Russie est l'objet de discussions enflammées au XVIII^e siècle, comme la candidature de la Turquie à l'Union donne actuellement lieu à de violents débats. A *L'Europe française*, certains préfèrent l'Europe anglaise, arguant des échecs français lors de la guerre de Succession d'Espagne (1701-1713) et de la guerre de Sept Ans (1756-1763), et de la force d'attraction politique, philosophique, économique et sociale qu'exerce la puissance anglaise. Et de souligner que l'anglomanie prend régulièrement le pas sur la gallomanie et flirte avec la gallophobie.

Ces étiquettes sont manifestement peu satisfaisantes. Pourquoi ne pas aller jusqu'à parler d'Europe américaine, si l'on songe à l'adhésion de l'aristocratie libérale et des gens de lettres à la cause des Insurgents des treize colonies anglaises d'Amérique du Nord, à leur revendication du droit

¹ Louis Réau, *L'Europe française au siècle des Lumières*, Paris, Albin Michel, 1938, éd. 1971, *L'Evolution de l'humanité*, 438 p.

² Marc Fumaroli, *Quand l'Europe parlait français*, Paris, édition de Fallois, 2001, 489 p.

au bonheur et à l'indépendance ? Il faudrait tout autant insister sur la métamorphose de l'Ecosse. Aux marges de l'Europe, vaincue, humiliée par l'Angleterre hanovrienne en 1745, elle entre à la fois brutalement et avec succès dans une phase de croissance urbaine et économique, combinée à l'essor remarquable des Lumières écossaises dans les domaines, politiques et économiques. Edinburgh est incontestablement un pôle structurant de l'espace intellectuel européen et des débats qui l'animent. Evoquer une Europe écossaise au siècle des Lumières n'aurait pourtant pas grand sens. En revanche, mettre l'accent sur la richesse de la contribution écossaise aux échanges savants, intellectuels et à l'affirmation d'une culture politique et économique, insister sur la vitalité et la capacité d'innovation d'une sociabilité urbaine animée par les loges maçonniques –pour la plupart antérieures à leurs sœurs et rivales anglaises- les clubs et les sociétés, contribue à donner une autre image de l'Europe des Lumières, moins réductrice, mais plus exacte.

Car l'Europe du XVIII^e siècle est une mosaïque d'Etats –donnée essentielle-, un espace de communication inégalement desservi par les réseaux postaux, la presse en essor rapide, les routes et les canaux. Si l'utopie technicienne de la circulation sans obstacle, pacifique et harmonieuse, des hommes, des idées, des nouvelles et des marchandises, l'investit au point de le saturer, c'est précisément parce que malgré les progrès qu'enregistrent alors les médias, les hommes des Lumières rêvent d'une accélération du temps et d'une contraction de l'espace plus fortes encore.

D'où la prégnance du modèle de la République des Lettres de la Renaissance et de l'universelle communauté des gens de lettres unis dans la quête des Lumières, du progrès de la raison et de la science, pour le bien commun et le bonheur de l'humanité.

Mais ici aussi, les difficultés apparaissent et l'Europe des Lumières échappe à toute définition simple et univoque. Sinon pourquoi en 1784, Emmanuel Kant éprouverait-il le besoin de se saisir du dossier et de répondre à l'interrogation qui taraude l'Europe des gens de lettres sur son identité, ses contours et son projet : *Was ist die Aufklärung ? Qu'est-ce que les Lumières ?* Car ces Lumières sont plurielles : aux Lumières de la raison, du rationalisme et pour quelques-uns du matérialisme athée, répondent les Lumières dévotes dont on perçoit aujourd'hui l'ampleur et l'importance ainsi que les Lumières de l'irrationnel et du mystère – l'alchimie n'est pas morte au XVIII^e siècle et les hautes sciences continuent à fasciner, y compris par le caractère mondain qu'elles peuvent prendre. Les Lumières « françaises » et l'*Aufklärung* allemande ne jouent pas la même partition. La campagne pour « écraser l'infâme » choque nombre d'*Aufklärer*. En Allemagne-même, le commentaire engagé que Daniel Chodowiecki donne de sa gravure *Aufklärung* ne fait pas l'unanimité : « Cette tâche sublime de la raison n'a pas encore (peut-être parce que la chose est trop récente) d'emblème allégorique qui soit universellement compris, sinon celui du soleil levant. Et sans doute ce symbole restera-t-il d'ailleurs longtemps le plus pertinent, à cause des brumes qui toujours monteront des

marécages, des encensoirs et des victimes brûlées sur des autels idolâtres et qui risqueront d'en voiler la lumière. Mais pour peu que le soleil se lève, peu importent les brumes »³. La remarque vaut également pour *Sapere aude!*, la devise des Lumières selon Kant, objet d'interprétations multiples et contradictoires⁴, des plus fidèles à la lettre de cette citation d'Horace et à la République des Lettres du XVI^e siècle aux plus engagées dans les combats des Lumières radicales et dans les débats qui émeuvent –au sens fort que le mot a au XVIII^e siècle- l'espace public.

Pour autant, nul doute que certains courants des Lumières, comme celui des Lumières radicales, ont une audience européenne, même elle est cantonnée, segmentée. Dans ces conditions, l'Europe des Lumières n'est pas plus l'Europe de Voltaire que l'Europe de la Renaissance n'est celle d'Erasme. Si le « monarque de toute la République des lettres », comme l'imprimeur..... nommait Erasme, a pu faire l'objet de violentes critiques au XVI^e siècle, le « roi » Voltaire est dénoncé par d'authentiques hommes des Lumières comme un despote autoritaire voire un tyran.

Pourquoi ne pas alors explorer la piste de l'Europe des despotes éclairés⁵, qui fascinent,

³ Ulrich Im Hof, *Les Lumières en Europe*, Paris, Le Seuil, Faire l'Europe, 1993, en donne une reproduction p. 11.

⁴ Franco Venturi, *Europe des Lumières. Recherches sur le 18^e siècle*, Paris-La Haye, Mouton, 1971, pp. 35-47.

⁵ Léo Gershoy, *L'Europe des princes éclairés (1763-1780)*, Paris, Fayard, 1968.

attirent, instrumentent et parfois dupent les philosophes, comme Voltaire en a fait l'amère expérience avec Frédéric II ? Le phénomène a incontestablement une dimension européenne. Il concerne principalement le Portugal de Pombal sous Joseph I^{er} et Maria Francisca (1756-1777), l'Espagne de Charles III (1759-1788), l'autre royaume Bourbon des Deux-Siciles avec le futur Charles III d'Espagne (1735-1769), l'Autriche de Joseph II (1765-1790), la Prusse de Frédéric II (1740-1788), la Saxe de Frédéric-Auguste II (1733-1763), la Pologne de Stanislas Poniatowski (1764-1795), la Russie de Catherine II (1762-1796), le Danemark du ministre Struensee sous Christian VII et la Suède de Gustave III (1771-1792). Mais il n'embrasse pas tout le siècle. En outre, des puissances majeures comme la France et l'Angleterre restent en marge.

On l'a bien compris, appréhender l'Europe des Lumières suppose de faire l'effort d'une histoire véritablement européenne. Remarquons d'ailleurs que l'Union européenne en a senti l'urgence à la fois scientifique, culturelle et politique en soumettant aux chercheurs un ambitieux appel d'offres pour une histoire européenne de l'Europe. Il faut rompre avec la juxtaposition de tableaux nationaux⁶ pour appréhender l'espace européen des

⁶ Voir par exemple René Pomeau, *L'Europe des Lumières. Cosmopolitisme et unité européenne au XVIII^e siècle*, Paris, Stock 1966, nouvelle édition, Paris, Hachette, Pluriel, 1995, 305 p. ou l'introduction de Franco Venturi à son recueil, *Europe des Lumières*.

Lumières –sans jamais oublier ses interactions avec la géopolitique mouvante du vieux-continent-, dans ses dynamiques, ses lignes de force et de fracture, à différentes échelles : celle du travail localisé du collectionneur érudit ou de l'amateur, mais aussi celle plus éloignée voire incertaine de la reconnaissance académique. Il est également nécessaire de se déprendre d'une représentation irénique et anachronique de l'Europe des Lumières qui gomme les conflits, les tensions et les enjeux qui l'animent et la blessent, pour en faire un modèle de construction politique harmonieuse. De ce point de vue, l'historien ne peut pas *Penser l'Europe* comme le sociologue Edgar Morin qui invite en 1987 les intellectuels contemporains à renouer « ainsi avec une tradition séculaire issue du Moyen Age, où les clercs étaient européens par nature [...] elle s'est développée dans les temps modernes pour arriver à la conscience européenne cosmopolite commune des philosophes des Lumières »⁷. En revanche, il ne peut pas gommer l'existence d'une conscience européenne –dont il faudra mesurer l'impact sur les pratiques- magnifiquement formulée par Gibbon dans *Déclin et chute de l'Empire romain* (1787) :

Le devoir du patriote sera de faire passer avant toute chose le bonheur et la gloire de son pays ; mais le philosophe a le droit d'élargir ses

Recherches sur le 18^e siècle, op. cit., « Les lumières dans l'Europe du 18^e siècle », pp. 11-24.

⁷ Edgar Morin, *Penser L'Europe*, Paris, Gallimard, 1987, 1987, p. 185.

observations et de considérer l'Europe comme une grande république dont les habitants ont atteint à peu près le même niveau d'éducation et de culture. L'équilibre des puissances se modifiera, notre royaume, ou les royaumes voisins, passeront par des phases de grandeur ou de dépression ; mais ces événements partiels n'affecteront pas notre état général de bonheur, nos arts, nos lois, nos mœurs, tout ce qui distingue avantageusement du reste de l'humanité les pays d'Europe et leurs colonies.

Le rayonnement culturel, et artistique français activement supporté par l'affirmation du modèle parisien –mais par là même également européen, en raison du cosmopolitisme de la bonne société- du bon goût et de la vie mondaine, ne suffit pas à faire de l'Europe des Lumières une Europe française. Le modèle n'est pas reçu passivement, il est lu, interprété, approprié, amalgamé, digéré, rejeté parfois. Il sert aussi d'incubateur à une culture nationale en construction, dans l'espace germanique notamment, de la même manière que tout au long du XVIII^e siècle le cosmopolitisme et le patriotisme se croisent, s'enrichissent, se contrarient, s'affrontent, notamment chez Herder....., avant que le philosophe Johann Gottlieb Fichte ne tente en vain à la tombée des Lumières de les concilier⁸. A la

⁸ C'est notamment le cas dans *Philosophie de la Maçonnerie*. La Révolution et les guerres de l'Empire conduisent ensuite Fichte à infléchir sa pensée –on pense notamment à son *Discours à la nation allemande*.

problématique datée de la réception dans les cultures nationales des Lumières françaises, il faut préférer une étude plus fine des échanges interculturels, des lectures, des rencontres interpersonnelles, avec une œuvre marquante aussi, des engagements collectifs. Il faut mettre l'Europe des Lumières à l'épreuve des pratiques : culture et gestion de la mobilité –celle des étudiants, des diplomates, des aristocraties, des négociants, des artistes, des savants, des francs-maçons et des militaires-, circulation des œuvres, de leurs comptes-rendus dans les journaux, de leur traductions et contre-façons.

L'espace européen des Lumières est donc l'objet de ce livre. Le choix de présenter l'Europe des Lumières et non l'Europe du XVIII^e siècle –il ne s'agit pas non plus de proposer une synthèse sur les Lumières⁹- met l'accent délibérément sur l'histoire culturelle, et sur un phénomène dont le caractère européen est manifeste : aux Lumières du français répond l'*Enlightenment* anglais, l'*Illuminismo* italien, l'*Aufklärung* allemand, l'*Ilustración* espagnol, même si leurs acceptions sont multiples et si leurs manifestations ne sont pas synchrones. Mais l'ampleur du phénomène, la conscience européenne des générations qui s'enrôlent successivement pour faire reculer les ténèbres de l'ignorance et –de manière moins unanime- de la superstition, ne doivent pas cacher ses multiples facettes et ses

⁹ Pour une lecture stimulante sur sujet, je renvoie ici au beau livre de Dominique Poulot, *Les Lumières*, Paris, PUF, Premier cycle, 2000, 419 p.

contradictions, ses oscillations et ses rythmes inégaux. On ne trouvera pas ici la traditionnelle galerie de portraits des grands hommes des Lumières –philosophes ou princes éclairés-, ou une anthologie des monuments littéraires du siècle, extraits choisis trop souvent détachés de l’environnement de leur production, diffusion et réception. La célébration nostalgique de la conversation mondaine et du monde disparu des salons, n’éclaire pas les jeux et les enjeux de la vie de société qui brille alors et dont le Paris cosmopolite est incontestablement l’astre principal et le modèle.

Cette attention à l’espace et à la circulation ne signifie pas pour autant que l’histoire des Lumières doive ignorer les recherches littéraires sur le XVIII^e siècle. Si l’histoire classique des idées a ses limites, en revanche, certains rapprochements sont prometteurs. On lit ainsi dans la synthèse littéraire sur *L’Invention de l’intellectuel dans l’Europe du XVIII^e siècle* proposée par Didier Masseau : « De manière plus globale surgit le sentiment d’une communauté européenne des Lumières, fondée sur un nouveau mode d’appréhension du monde, un même souci de rechercher la vérité, alors que l’idée de nation n’est pas encore née et que les solidarités traditionnelles subissent un ébranlement décisif. Or les intellectuels contribuent à inventer de nouveaux liens fondés sur les talents et le savoir par-delà les clivages sociaux et les appartenances institutionnelles ou religieuses qu’on pourrait appeler verticales. Se crée ainsi un espace de communication que favorisent les voyages, l’accroissement européen des réseaux

académiques, l'essor de la Franc-maçonnerie et l'évolution des salons littéraires »¹⁰. Si cette esquisse mériterait sans doute d'être précisée et nuancée, en tout cas il faut se féliciter de la prise en compte des enjeux spatiaux, sans quoi il n'est pas d'histoire véritablement européenne des Lumières possible.

¹⁰ Didier Masseau, *L'Invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIII^e siècle*, Paris, PUF, 1994, *Perspectives littéraires*, chapitre III : « Les lieux européens de communication européenne », p. 63.

Chapitre I

République des Lettres ou Europe aristocratique ?

L'héritage de la République des Lettres

Pour James McClellan, « penser l'Europe au XVIIIe siècle, c'est penser les académies et la fameuse République des Sciences et des Lettres »¹¹, que Lorraine Daston définit comme un « vrai territoire parmi les Etats souverains du siècle des Lumières »¹². De fait, l'Europe des Lumières est fréquemment rattachée voire identifiée à la République des Lettres, des sciences et des arts, « utopie planétaire »¹³ qui anime les érudits européens de la Renaissance à l'aube des Lumières, d'Erasmus à Pierre Bayle, communauté savante idéale, espace de circulation et d'échanges harmonieux, -prétendument- affranchis des tutelles

¹¹ James McClellan III, « L'Europe des Académies » in *Dix-Huitième siècle*, n°25, 1993, p. 153.

¹² Lorraine Daston, « The Ideal and reality of the Republic of Letters in the Enlightenment » in *Science in Context*, 1991, vol. 4, pp. 367-386.

¹³ Armand Mattelart, *Histoire de l'utopie planétaire de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, *textes à l'appui/série histoire contemporaine*, 1999.

politiques, sociales et confessionnelles. L'égalitarisme est mis en avant comme un caractère distinctif de la République des Lettres et de son legs aux Lumières européennes : « Nous regardons –écrit l'abbé Arnauld- les gens de lettres, sans aucune distinction, comme citoyens d'une seule et même République des Lettres dont tous les membres sont égaux et où il n'est permis à personne d'affecter la tyrannie ». Dans la préface à son édition des lettres de Bayle, Pierre Desmaizeaux (1673-1745) insistait lui aussi sur l'indépendance de la République des Lettres et l'autonomie de ses membres : c'est « un Etat répandu dans tous les Etats, une République, où chaque membre, dans une parfaite indépendance, ne reconnaît d'autres lois que celles qu'il se prescrit à lui-même ».

En 1763, alors que l'Europe retrouve la paix après sept ans d'une guerre continentale qui prend des allures de conflit mondial en raison de ses prolongements coloniaux, Richard de Ruffey, président de l'Académie des sciences, arts et belles-Lettres de Dijon souligne que « les académies (sont) les diverses colonies de la république des Lettres », que Voltaire présente comme « cette grande société des esprits répandue partout, partout indépendante ».

Pourtant, l'*Encyclopédie* ne comporte pas d'article « République des Lettres ». Lorsque Diderot parle d'une ligue philosophique, il fait référence à une association volontaire, engagée dans l'espace public et ses combats, alors que la majorité des républicains des Lettres veulent tenir leur sphère de communication érudite et savante à l'écart de ces débats. Par ailleurs, l'observation de la distribution dans l'espace européen des académies et institutions

savantes peut-elle faire l'économie de l'attention portée au rôle des princes et des Etats ? Indépendamment du commerce savant qu'entretiennent lesdites institutions, à la fois officiellement et individuellement, de savant à savant, l'intervention croissante des Etats au XVIII^e siècle pèse nécessairement sur l'indépendance évoquée par Lorraine Daston. Sverker Sörlin notamment pointe l'importance du contexte national et des intérêts nationaux. Sans nier la prégnance du modèle de la République des Lettres au XVIII^e siècle, il faut s'interroger sur les représentations qu'en ont et qu'en font les hommes des Lumières, sur la manière dont ils se l'approprient pour en faire éventuellement le vecteur et le cadre d'autres desseins, d'autres engagements. Il convient également de distinguer pratiques et représentations, l'espace européen des Lumières et le modèle utopique.

Alors qu'il est parti étudier à Genève, Pierre Bayle, futur éditeur des *Nouvelles de la République des Lettres* (Amsterdam, 1684-1718), écrit à son frère aîné Jacob, demeuré au Carla dans le comté de Foix –donc à l'écart de la République des Lettres et de la circulation savante :

Je vous avertissais par ma dernière qu'un illustre jeune homme M. Basnage –Jacques Basnage (1653-1723) auteur en 1702 de l'*Histoire des ouvrages des savants*-, avec qui je suis logé et qui cherche d'établir un grand commerce de toutes parts, ne sera pas fâché d'en avoir avec vous. Il aime les belles Lettres passionnément, et sait toujours cent belles et curieuses choses touchant la république des muses dont il vous

régalera dans ces pays déserts et éloignés de la source des nouvelles (...) Cependant, comme je vous le disais dans ma dernière, il ne vous est pas impossible de fournir votre écot à ce commerce épistolaire. Outre que vous avez l'art de bien écrire et que vous êtes un ruisseau qui coule de source, vous pourrez apprendre à ce M. ce qui regarde les muses de la Guyenne et du Languedoc dont on n'entend point parler ici.

Le jeune Pierre Bayle témoigne de l'importance du *commercium litterarium* comme droit d'entrée dans la République des Lettres mais aussi comme influx nerveux d'une communauté savante dispersée, éclatée –une authentique diaspora qui ne peut laisser les hommes du Refuge huguenot indifférents-, mais tendue vers un but commun, le progrès de l'intelligence, de la connaissance et des lumières. En 1785, Gomes de Lima fondateur de l'*Academia Portopolitana de Medicina*, se réjouit de ce que les savants espagnols et portugais ont abandonné les « préoccupations vulgaires et nationales » car « les hommes de Lettres reconnaissent pour patrie le monde entier ». Vingt ans plus tôt, à Milan, Pietro Verri (1728-1797), figure centrale des Lumières lombardes, soutenait que les collaborateurs du périodique *Il Caffè* (1764-1766) étaient de « bons cosmopolites », qui avaient « uniquement en vue les progrès des sciences, des arts et des vertus sociales ». Quant à Condorcet, représentant de la dernière génération des Lumières, il expose dans *Fragment sur l'Atlantide ou Efforts combinés de l'espèce humaine pour le progrès des sciences*, qui fait suite à l'*Esquisse d'un tableau*

historique des progrès de l'esprit humain, son projet de « réunion générale des savants du globe dans une république universelle des sciences », la seule qui ne soit pas une « illusion puérile ». Mise en commun des progrès scientifiques et des recherches, publication régulière, volonté « de cultiver leur raison et d'augmenter leurs lumières » président à l'organisation harmonieuse de cette République universelle fondée sur « l'entière égalité des droits entre les individus des deux sexes (...) dans les lois, dans les institutions, dans toutes les parties du système social ». Dans la *Critique de la raison pure*, Emmanuel Kant évoque lui aussi la « république scientifique » qui travaille pour le « bonheur universel ».

L'Europe des Lumières académiques et savantes

Concrètement, le maillage de l'espace européen savant par les académies et leur dispositif d'interconnexion et d'échanges -correspondances, publications de comptes-rendus d'activités, élections de membres associés, concours- s'étoffe. Près d'un siècle après la création de la *Royal Society* de Londres (1662) et de l'Académie royale des sciences de Paris (1666), Trondheim dans le royaume de Norvège –sous domination danoise- dispose de sa *Kongelige Norske Videnskabers Selskab* (1760). Grâce au relais vénitien la Grèce insulaire, Corfou et la Crète intègrent également l'horizon académique. Alors que Corfou avait déjà connu de 1656 à 1716 l'*Academi degli Assicurati*, se

forme en 1732 l'*Accademia quos Phoebus vocat errantes*.

La multiplication des sociétés économiques et les fondations de musées complètent la couverture de l'espace européen en palliant les déficits académiques régionaux. Ainsi, si les académies sont peu nombreuses en Espagne, en revanche près de quatre-vingt *Sociedades económicas de amigos del país* maillent la métropole et ses possessions outre-Mer. L'Allemagne compte également de nombreuses sociétés patriotiques et économiques parmi lesquelles la Société économique de Saxe électorale créée en 1764 dans la grande place marchande et manufacturière de Leipzig. En France, la volonté de développer les sciences appliquées, de proposer des cours publics, et de répondre aux attentes d'un public plus large que celui des savants et des curieux jouissant des avantages de l'*otium*, le loisir aristocratique, conduit à la création de musées. A Paris, avec deux fondations rivales, mais aussi en province, à bordeaux, à Metz avec la Société des Philathènes, ou encore à Lille avec le collège des Philalèthes (1785), les Amis de la vérité, qui est sur le point d'obtenir sa reconnaissance académique à la fin de l'Ancien Régime.

La polarisation de l'espace savant par les fondations et réseaux de correspondances académiques est incontestable. Déjà à la fin du XVIIe siècle, le cardinal Giovanni Giustino Ciampini cherche à rendre à Rome son rang au sein de la République des Lettres en créant en 1667 le *Giornale de' letterati*, premier périodique d'érudition scientifique italienne et un ensemble d'académies scientifiques, littéraires, et d'histoire

ecclésiastique, au nombre desquelles figure l'*Arcadia* fondée en 1690. A l'extrémité du continent Pierre le Grand l'a également bien compris : pour la Russie, l'intégration à l'espace européen, tout à la fois culturelle, scientifique, politique et diplomatique passe notamment par la création d'une Académie impériale des sciences et le recrutement de savants étrangers d'envergure européenne. C'est chose faite en 1725.

Naples, qui compte parmi les villes d'Europe les plus peuplées et qui s'est affirmée comme l'un des pôles organisateurs de l'espace italien des Lumières, a enfin en 1778 sa *Reale Accademia delle Scienze e Belle-Lettere*. La même année le phénomène académique s'étend déjà aux colonies avec notamment la *Bataviaasch Gnootschap van Kunsten en Wetenschappen* dans les Indes néerlandaises, à laquelle il faut ajouter l'unique fondation académique française outre-mer : la Société royale des sciences et des arts du Cap Français à Saint-Domingue (1784).

Cartographier les fondations académiques de manière ne suffit pas, car les Lumières académiques se croisent et se renvoient des témoignages d'amitié et de reconnaissance scientifique. La pratique de l'affiliation croisée contribue ainsi à tisser des réseaux d'information et de veille scientifique, en même temps qu'elle concrétise l'appartenance à une communauté savante européenne. Cette pratique permet ainsi aux académies de Berlin et de Saint-Pétersbourg de relancer leur activité et leur audience européenne au cours des différentes crises qu'elles connaissent.

Le recrutement de savants étrangers comme membres titulaires accentue cette européanisation du mouvement académique. Leonhard Euler est membre de l'Académie de Prusse, qu'il dirige même....., avant de rejoindre celle de Saint-Pétersbourg. Il rentre à Berlin avant de revenir définitivement s'établir en Russie en 1766. Mais il conserve des liens étroits avec l'Académie berlinoise, qu'il nomme son « nourrisson ». Lagrange est à l'Académie de Turin puis à Berlin avant de rejoindre l'Académie des sciences de Paris.

A ajouter

Royal Society

Académie impériale des sciences de Russie

Le cas russe illustre la relation entre les institutions académiques et d'enseignement supérieur, et la volonté d'utiliser les compétences scientifiques des académiciens pour la diffusion des connaissances et la formation des étudiants. Lorsque Leonhard Euler émigre définitivement en Russie, il se voit confier une lourde tâche : le redressement de l'Académie de Saint-Pétersbourg en crise malgré les projets de réforme de Lomonosov. Or, la réorganisation n'est pas seulement scientifique, elle est aussi administrative car de nombreux services et institutions dépendent de l'Académie : gymnase (l'équivalent du collège de la France d'Ancien

Régime), bibliothèque, imprimerie, chambre des raretés –la *Kunstkamera*-, jardin botanique, y compris les plus inattendus, comme un corps militaire. Elle est enfin pédagogique puisque Leonhard Euler doit proposer un plan d'éducation pour les établissements d'enseignement secondaire et supérieur qui sont associés à l'Académie. L'objectif est à terme de pouvoir disposer de savants et d'enseignants russes de qualité.

L'initiative peut également partir de l'Université pour déboucher sur la sphère académique, les professeurs souhaitant valoriser et faire reconnaître le capital savant réuni dans leur établissement. C'est le cas notamment à Göttingen. A Padoue, dont l'Université fameuse au Moyen Age est quelque peu en perte de vitesse, Stratico prépare des plans de réforme de l'institution qui insistent sur l'intérêt d'une fondation académique pour stimuler la recherche universitaire et favoriser les échanges scientifiques avec l'étranger.

Cette association entre académie et enseignement supérieur n'est pas une innovation de l'Europe des Lumières, elle montre en fait l'attachement persistant au modèle humaniste et à la République des Lettres qui se déploie au XVI^e siècle. Universitaires et académiciens s'émeuvent encore, tel ce professeur de médecine de Padoue en 1783, à l'idée de réunir l'université de tous les savoirs :

Chaque jour, on vole hardiment de la métaphysique aux arts mécaniques, de la morale

aux inventions destinées à toucher les sens et à faire illusion sur l'esprit, des disputes des écoles aux objets de commerce, de la loi naturelle aux lois positives des nations, et des principes scientifiques l'on tire des applications extrêmement utiles au bonheur public et privé, et, avec l'aide d'observations exactes et au moyen d'expériences ingénieuses, on recherche sans présomption les lois secrètes de la nature.

Si les Universités françaises sont légitimement l'objet de très nombreuses critiques au XVIII^e siècle –à l'exception notable de l'Université luthérienne de Strasbourg qui par sa position régionale, son rôle d'interface avec l'espace germanique, son rayonnement européen et les rapports de compétition-émulation qu'elle entretient avec les Universités allemandes-, en revanche certaines Universités étrangères participent activement à la circulation des savoirs et à l'animation de l'espace européen des Lumières¹⁴.

De fondation tardive, Göttingen est clairement un pôle organisateur de l'espace universitaire européen.

des établissements périphériques n'en participent pas moins à l'effort de formation, d'ouverture au savoir et à l'idéal de diffusion des lumières de la connaissance. On peut même légitimement soutenir

¹⁴ Ainsi elles ne méritent pas d'être « oubliées » par le remarquable *Dictionnaire européen des Lumières* coordonné par Michel Delon.

que leur position géographique « marginale », leur handicap en quelque sorte, les conduisent à démultiplier leurs efforts pour s'arrimer à l'Europe des Lumières et participer à ses échanges. C'est le cas notamment de 1753 à 1758 de l'Académie du Mont-Athos.

Savants et amateurs

Sur le plan individuel, nombre de savants continuent à inscrire leurs recherches et leur engagement scientifiques dans le cadre de la République des Lettres. Le cas de Jean-Daniel Schoepflin (1694-1771) est exemplaire¹⁵. Professeur d'histoire et d'éloquence à l'Université luthérienne de Strasbourg dès 1720, il a multiplié les voyages de formation en France, en Italie et en Angleterre (1726-1728), aux Provinces-Unies (actuels Pays-Bas), aux Pays-Bas autrichiens (actuelle Belgique) et à Paris (1731), en Allemagne, Bohême et Autriche (1738), en Suisse (1744) –certains de ces voyages comportant également un volet diplomatique. Plusieurs décennies avant de fonder sa fameuse Ecole diplomatique, Schoepflin a entrepris de tisser sa toile, de mettre sur pied un remarquable réseau de relations, d'amitiés et de protections savantes et princières. Il a prouvé son

¹⁵ Jürgen Voss, *Jean-Daniel Schoepflin (1694-1771). Un Alsacien de l'Europe des Lumières*, Strasbourg, publications de la Société savante d'Alsace, collection « Recherches et documents », tome 63, 1999, 386 p.

savoir-faire en la matière dès 1725 lorsque la cérémonie du mariage par procuration de Louis XV avec Marie Leszczyńska à Strasbourg lui offre l'opportunité de prononcer au nom de l'Université un discours remarqué devant un auditoire de choix. Il entre alors en contact aussi bien avec Stanislas, qu'avec les représentants des princes allemands et de la cour de France. Par la suite, l'universitaire strasbourgeois n'hésite pas à activer ce réseau relationnel soigneusement entretenu et étoffé au profit d'autres citoyens de la République des Lettres. Historiographe du roi et conseiller écouté, Schoepflin obtient ainsi en 1746 du comte de Maurepas, ministre de Louis XV, le prêt du manuscrit dit de Manesse, conservé à la Bibliothèque royale, en faveur de Bodmer à Zurich. Tout en refusant les propositions de recrutement faites par les prestigieuses universités d'Uppsala (Suède) et de Leyde (Provinces-Unies, Pays-Bas actuels), Schoepflin collectionne les marques de réputation et de distinction savantes : il est *fellow* de la *Royal Society* en 1728, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres de Paris l'année suivante, mais aussi des académies de Cortone, Saint-Pétersbourg, Besançon et Göttingen. Son attachement à la formation universitaire, à la sphère académique –il participe avec le soutien de l'Electeur palatin à la création de l'académie de Mannheim, où la classe d'histoire occupe une place centrale, ainsi qu'à celle de Bruxelles-, ses sommes érudites : *Histoire de l'Alsace* et *Alsatia illustrata* témoignent de la fidélité de Schoepflin aux valeurs de la République des Lettres. Il marque sa préférence pour le latin, qui freine pourtant la

diffusion de ses publications. Passionné de philologie et d'épigraphie, il fait une ample moisson de sources et de pièces archéologiques, et intègre les apports des sciences auxiliaires de l'histoire. Science du pouvoir – Schoepflin enseigne l'histoire germanique et européenne contemporaine et forme les cadres de la diplomatie européenne-, l'histoire doit faire l'objet de démonstrations scientifiques rigoureuses. Schoepflin critique de manière argumentée la méthode historique de Voltaire. Plus généralement, il reste fidèle à la *Frühauflklärung* – les pré-Lumières- plutôt qu'aux Lumières françaises, dont il se méfie. Il stigmatise les beaux-esprits, les philosophes licenciés de Berlin, « la frivolité des auteurs et historiens à la mode où la diction et la légèreté d'esprit l'emportent sur le fond, où le faux esprit éclipse le bon sens ».

En Avignon, enclave pontificale dans le royaume de France, le médecin et naturaliste Esprit-Claude-François Calvet (1728-1810) proclame aussi son attachement à la République des Lettres et des sciences¹⁶.

Il n'est pas nécessaire de multiplier les exemples. La République des Lettres et des sciences n'est pas morte au XVIII^e siècle, mais l'Europe des Lumières ne s'identifie pas à elle, ou plus exactement à la République des Lettres, des sciences et des arts telle

¹⁶ Laurence W. B. Brockliss, *Calvet's Web. Enlightenment and the Republic of Letters in Eighteenth-Century France*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 471 p.

qu'elle a été pensée, animée, rêvée à l'âge classique –pour prendre une catégorie littéraire. Anne Goldgar est convaincante lorsqu'elle date des années 1730 l'émancipation des Lumières par rapport à la République des Lettres¹⁷. De fait, la synthèse de Hans Bots et Françoise Waquet sur *La République des Lettres* s'appuie très largement sur des exemples tirés des XVI^e-XVII^e siècles¹⁸. Quant à Peter N. Miller, il souligne que la République des Lettres est à son apogée au XVII^e siècle¹⁹. Les critiques que Laurence Brockliss leur a récemment adressées dans *Calvet's web (Le réseau Calvet)* et sa tentative pour articuler ou plutôt pour synchroniser République des Lettres et Lumières n'emportent pas l'adhésion. Il est clair que Esprit Calvet et ses relations les plus étroites se tiennent en marge de l'espace européen des Lumières. Le médecin avignonnais se présente lui-même comme un antiquaire et un connaisseur mu par la curiosité. Son « réseau » au dire même de Laurence Brockliss forme une mini-république, aux connexions parisiennes quasi-inexistantes. Ces dernières se limitent de fait au comte de Caylus, archétype de l'amateur pris pour cible par Diderot, à qui l'on doit cette cruelle épitaphe : Les

¹⁷ Anne Goldgar, *Impolite Learning. Conduct and Community in the Republic of Letters*, New Haven Conn., Yale U. P., 1995, XV+ 395 p.

¹⁸ Hans Bots, Françoise Waquet, *La République des Lettres*, Paris, Belin-De Boek, Europe & Histoire, 1997, 188 p.

¹⁹ Peter N. Miller, *Peiresc's Europe. Learning and Virtue in the Seventeenth Century*, New Haven, Conn., 2000.

relations épistolaires du médecin avignonnais interfèrent, plus qu'elles ne se greffent, sur de « grandes » correspondances que de manière aléatoire. D'ailleurs, bien peu des correspondants de Calvet se sont portés acquéreurs de l'*Encyclopédie*. Leur démarche est autre. Leur horizon est provincial, souvent même local. Que des voyageurs étrangers leur rendent visite à l'occasion d'une étape, car il est dans l'usage de rendre visite aux notabilités érudites, n'y change rien. Cet horizon borné n'est donc pas bloqué : nourri d'échanges à court rayon, il s'ouvre épisodiquement à des informations et à des circulations à plus long rayon, que l'on retrouvera au chapitre suivant. Les périodiques savants, les comptes rendus académiques, et les correspondances irrégulières y contribuent. Mais Calvet reste volontairement en retrait des combats des Lumières, des débats philosophiques et politiques, sa sphère érudite n'a pas d'interface avec l'espace public : les manifestes et les programmes de Verri ou de Condorcet ne sont pas les siens. Comme tant d'académiciens provinciaux, il comprend d'ailleurs mal le projet de Condorcet. En revanche, il a conscience d'œuvrer dans le silence de son cabinet et du temps maîtrisé de l'amateur, dans la quiétude de la communication manuscrite –qui échappe à nombre des contraintes de la publication imprimée et à la pression éditoriale- à la constitution d'un capital érudit, sereinement, à l'écart des polémiques. La position de Calvet est somme toute proche de celle de Jean Le Clerc qui écrivait en 1684 :

Les savants doivent avoir la liberté d'examiner les choses en elles-mêmes dans le cabinet, d'en penser ce qu'il leur plaira et de s'entretenir entre-eux de bonne amitié, avec une agréable liberté, sans se fâcher les uns contre les autres si leurs pensées ne se trouvent pas conformes, et sans aller porter leurs différends sur un théâtre public. Ce sont des mystères où le peuple ne doit point être admis, parce que n'ayant ni le loisir, ni la capacité de les approfondir et de les pénétrer, il ne saurait les bien prendre ni en faire un bon usage.

C'est ainsi que Calvet critique les méthodes historiques d'un Voltaire pressé d'en découdre avec ses contradicteurs, prêt à instrumentaliser l'histoire pour servir sa cause. Calvet retrouve ici Schoepflin, alors même que ce dernier est impliqué dans les échanges de rang européen, et prend part aux jeux diplomatiques et politiques. L'érudit avignonnais est incontestablement citoyen de la République des Lettres, ouvrier modeste d'un chantier de très longue haleine, sensible aux progrès des connaissances et à l'intérêt général. Mais comme pour des milliers d'érudits européens, l'Europe des Lumières militantes n'est pas l'horizon où s'inscrivent ses recherches et ses engagements. On ne peut donc assimiler en bloc sans distinction, sans nuance, les République des Lettres et Europe des Lumières, érudits et « philosophes ». La diffusion des idées des Lumières, dont on ne soulignera jamais assez qu'elles sont plurielles –on étudie ainsi aujourd'hui les « Lumières dévotes » trop longtemps négligées-, n'emprunte donc pas « naturellement » les canaux de la République des

Lettres. Les résistances y sont parfois fortes, l'indifférence mutuelle n'est pas à négliger, tout comme la variété des centres d'intérêt. Trois authentiques républicains des Lettres dénoncent ainsi avec virulence dans leur correspondance la tyrannie qu'exerce Voltaire sur « leur » République.....

L'Europe de la distinction et de la bonne société

En retour, érudition, formations universitaires et horizons académiques font l'objet de critiques virulentes de la part des « gens de Lettres » – philosophes et écrivains- qui s'épanouissent dans le monde, en société. Ils adoptent les « usages du monde » pour adhérer à une sociabilité mondaine, dont les codes de reconnaissance, de réputation et de distinction sont issus du modèle de la société de cour. L'Europe des Lumières ne marque pas la seconde phase de l'évolution de la République des Lettres vers l'engagement dans l'espace public, la politisation de la sphère savante, et la critique de l'Ancien Régime. Certes, l'Europe des Lumières revisite l'idéal de la République des Lettres, mais elle ne s'identifie plus à lui. Elle le déborde, le contredit parfois pour négocier son entrée dans *L'Espace public* au sens que lui donne Jürgen Habermas dans son ouvrage fondateur, d'espace communicationnel.

En revanche, la thèse de l'auteur selon laquelle la formation de l'espace public est liée à l'affirmation de la sociabilité « bourgeoise » autonome par rapport au modèle de la société de cour, mérite d'être discutée. En effet, les recherches

récentes sur les sociabilités européennes au XVIII^e siècle insistent sur la prégnance du modèle aristocratique et mondain. Les ordres chevaleresques mixtes comme l'ordre des Mopses en Allemagne et en Scandinavie, ou l'ordre de la Félicité en France et en Pologne et leurs nombreuses adaptations, pour certaines libertines, rencontrent un grand succès. De même, au sein de la Franc-maçonnerie européenne –étudiée au chapitre trois-, les loges de cour (en allemand *Hoflogen*) donnent le ton et prennent le contrôle des obédiences. Les aristocrates et les gens bien nés animent également le théâtre de société, où sur la scène de l'entre-soi, ils se font acteurs et spectateurs d'eux-mêmes, associant le divertissement lettré et mondain –dont les gens de lettres sont les pourvoyeurs (Antoine Lilti)- aux jeux de la séduction. Le phénomène est d'ampleur européenne, et il faut insister sur la circulation manuscrite et imprimée intense des pièces de Collet ou de Carmontelle par les voyageurs de qualité, de Paris à Saint-Petersbourg. En 1771, le véritable auteur du *Théâtre du prince Clénerzow*, donné comme la traduction française par le baron saxon Blening de pièces russes comme *Les Faux inconstants*, *Le Billet Perdu*, *Les Bonnes amies* –comédies en un acte- ou *Le Souper ou le Mariage à la mode*, *Les Acteurs de société* –comédies en deux actes- (1771), n'est autre que l'un des principaux auteurs français de théâtre de société, Louis Carrogis dit Carmontelle (1717-1806). Mais ce théâtre de société n'est pas une importation française, bien un vecteur mondain européen que chacun s'approprie, emprunte et enrichit. En Russie, les représentants des plus grandes familles y

contribuent emmenés par Catherine II elle-même. A Gotha, la duchesse Louise-Dorothée de Saxe-Gotha, cousine de Frédéric II de Prusse, fait de même, et réussit à briller bien au-delà des limites d'une modeste principauté. Elle sait articuler les différentes possibilités du commerce de société mondain : ordre chevaleresque mixte –les Ermites de bonne humeur-, loges de cour animées par ses fils, théâtre de société et de cour, accueil chaleureux des gens de lettres. Du coup, ces derniers ne sont pas avares de compliments : Voltaire fait de la cour de la Minerve de l'Allemagne « le temple des grâces, de la raison de l'esprit, de la bienfaisance et de la paix », tandis que Grimm loue « une princesse justement célèbre en Europe par son esprit et ses talents, et plus encore par ses vertus ».

Les salons : un théâtre mondain

Les salons, qu'on nomme alors significativement sociétés, témoignent eux aussi que l'Europe des Lumières ne prélude pas mécaniquement à l'Europe des Révolutions. Elle s'inscrit encore largement dans la Société des princes et des cours, anime le royaume européen des mœurs et du goût, et s'épanouit dans le monde. Elle affirme sa distinction –au sens que lui donne Pierre Bourdieu- et se reconnaît le droit exclusif de qualifier ceux qui sont dignes d'en être. Comme l'écrit Antoine Lilti dans sa thèse remarquable sur *Le Monde des salons*, « c'est cette position centrale qui fait leur pouvoir, et donc l'intérêt de fréquenter les salons en vue d'élections académiques. Là encore, ce n'est pas en tant que 'salons littéraires',

en tant qu'institutions de la République des Lettres, mais en tant que formes hybrides, solidement implantées dans la vie mondaine et les réseaux curiaux, que les salons peuvent jouer un tel rôle. Ils permettent d'agir dans le champ littéraire, mais aussi auprès du roi, de ses conseillers et de ses ministres, qui détiennent les clés de l'institution académique ». Le salon n'est pas une *institution* de la République européenne des Lettres, c'est par son intégration à la vie mondaine, ses relations avec les réseaux curiaux et les conseillers du souverain, qu'il peut favoriser une candidature académique sans jamais en décider.

La diffusion des « Lumières françaises », dont le rayonnement des salons et traditionnellement l'une des figures imposées, recoupe donc en fait largement la réputation européenne de cette sociabilité mondaine, cosmopolite, à laquelle les étrangers participent activement pendant leur séjour à Paris. Il ne s'agit nullement d'une réception passive. Le cosmopolitisme des Lumières n'est pas un universalisme sans limites ni hiérarchies : un étranger qui ne réussit pas l'épreuve mondaine de la première présentation au salon, ne doit pas compter sur l'indulgence de ses hôtes. Il aura le plus grand à retrouver le chemin de la société. En montrant qu'ils ne maîtrisent pas les règles du monde et du goût, il s'est disqualifié. L'Europe des Lumières est un cosmos ordonné, réglé où les *kaloï kagathoi* (les beaux et les bons de la Grèce antique), fixent les règles du bon goût et dirigent la vie de société. Leur force tient à la fois à la certitude qu'ils éprouvent de détenir, par la naissance, l'éducation et la maîtrise de l'étiquette –soit une association subtile entre inné

et acquis- les clés de la « culture légitime » (Pierre Bourdieu). Ceux qui auraient l'illusion de croire qu'au XVIII^e siècle, le temps du *Bourgeois gentilhomme* est révolu, l'apprennent à leurs dépens. Le financier La Reynière cherche ainsi à s'agréger au monde en achetant un hôtel particulier sur les Champs Elysées. Mais lorsqu'il refuse au vicomte de Narbonne l'accès à son salon, il commet une faute de goût. La Reynière s'attend alors à être provoqué en duel par le jeune aristocrate. A l'épée, ce dernier préfère l'arme de l'humiliation symbolique. En tournant le financier en ridicule, Narbonne montre sa maîtrise des affects et des codes du monde, et matérialise en outre l'inégalité de leurs positions sociales respectives : La Reynière n'est pas un *alter ego*, il ne mérite pas l'épée.

Paris polarise incontestablement cet espace mondain, en associant le rayonnement des Lumières européennes qui y résident ou s'y font admirer, les représentants de la meilleure société cosmopolite qui y séjournent et s'y relaient, à une offre de divertissement mondain incomparable. Ces trois composantes font le succès de *L'Europe française*, qui est en fait, on l'a compris, une « Europe européenne », c'est-à-dire une Europe du « monde », ou plus sérieusement une Europe aristocratique, où Paris est moins la capitale française du goût qu'une capitale européenne. Avec l'essor des voyages –étudié au chapitre deux- et de la culture de la mobilité, les étrangers sont nombreux à vouloir visiter ces salons. Un Grand Tour réussi doit justifier une entrée remarquée dans le monde et conserver précieusement les marques d'estime : lettres de recommandation –ces

réducteurs d'altérité (Antoine Lilti)-, cadeaux, invitations renouvelées, promesses de liaison épistolaire. Les présentations au salon participent comme les visites aux aristocrates et aux grands noms des Lumières –avec toute une gradation : on se contentera parfois des seconds rôles ou des provinciaux de la République des Lettres- d'un tour d'Europe articulant formation, agrément et initiation.

Le royaume européen des mœurs et du goût est chez lui dans le salon de Madame Geoffrin, le théâtre de société du duc d'Orléans, les bals, les concerts amateurs ou par souscription du Palais-Royal, ou les manifestations de bienfaisance à la publicité soigneusement orchestre –la générosité se donne en effet à voir mais le public qui doit en enregistrer l'ampleur, le désintéressement et les noms de ceux qui le manifestent, doit, bienséance oblige, demeurer à bonne et respectueuse distance. Quant aux gens de lettres qui perçoivent l'utilité des salons pour se faire connaître et reconnaître, obtenir protections et sinécures, ils doivent que « le premier talent de tous dans une société, c'est d'être sociable ; et quand cette société a des supérieurs, ne pas s'écarter des lois de la subordination » (lettre du Maréchal de Richelieu à Madame Favart). La leçon est claire, la fiction égalitaire qui règle les relations sociales dans l'espace mondain ne fait pas disparaître l'inégalité des positions. De son côté, Voltaire écrit à Madame Du Deffand, hôtesse d'un des plus célèbres salons parisiens : « Il faut être homme du monde avant d'être homme de lettres. Voilà le mérite du président Hénault. On ne devinerait pas qu'il a travaillé comme un

bénédictin ». Et Madame de Genlis de faire chorus : « Un homme de lettres doit vivre dans le plus grand monde : qu'il consacre à la société quatre heures du jour, il lui restera assez de temps pour travailler et méditer sur ce qu'il aura vu ».

Dans cet espace de réception dans le monde qu'est le salon, les faux-pas et les fautes de goût ne sont guère permis : le ridicule les sanctionne implacablement et les anecdotes en font la relation assassine ; la barrière est fermée, selon le mot de Madame Geoffrin, à l'importun qui n'a pas su montrer lors de la première présentation sa maîtrise des codes de comportement mondain et de la politesse, sa capacité à s'inscrire dans une économie symbolique régie par la fiction égalitaire, le langage de l'amitié, de la bienfaisance discrète et de la reconnaissance. Comme le dit Charles Collé lui-même, grand pourvoyeur de divertissement lettré, la bienfaisance désintéressée dont bénéficie l'homme des lettres est « politesse protectionnelle », il n'est pas gratuite, mais suppose au contraire un contredon : la manifestation discrète mais récurrente de l'intériorisation des normes qui régissent l'espace mondain. De même, les femmes qui aspirent à une participation autonome à cette sociabilité à la fois littéraire et mondaine, doivent au préalable manifester leur acceptation des normes : à elles le rôle d'hôtesse, et si elles rêvent d'écriture, un genre réputé secondaire, féminin, leur est dévolu, la correspondance. Malheur à celles qui ne l'ont pas compris comme Madame du Bocage et Madame de Beauharnais. Les femmes qui jouent au bel-esprit et recherchent une consécration littéraire sont la cible du ridicule et d'humiliations symboliques répétées.

Ce n'est qu'après avoir ainsi désarmé les critiques et suspicions, que les autres peuvent insensiblement desserrer l'étau, « négocier les normes » et gagner en autonomie. C'est ce que réussit fort bien Madame Geoffrin, dont il faut souligner la remarquable stratégie de communication. Elle lui permet notamment de transformer habilement aux yeux de la société parisienne un voyage en Pologne auprès de Stanislas Poniatowski plus ou moins malheureux en une tournée européenne réussie, où par-delà la réussite personnelle c'est bien l'universalité du modèle parisien qui est reconnue par la société des princes, de Vienne à Varsovie.

Le royaume européen du goût et des mœurs

Si Paris, à travers notamment le rayonnement de ses salons, polarise l'espace européen, il faut également insister sur le tropisme des congrès diplomatiques –depuis Utrecht et la fin de la guerre de Succession d'Espagne (1713) pour le siècle qui nous intéresse ici-, et des diètes d'élection impériale : en 1740, Francfort-sur-le-Main est le cœur de la société des princes et de leurs représentants qui mènent grand train, animent le théâtre mondain et créent une loge maçonnique francophone, l'*Union*. La capacité d'attraction des villes d'eau comme Spa dans les Pays-Bas autrichiens est également très forte, au point que les feuilles locales dressent déjà la liste des grands noms présents pendant la saison thermale. On fait ainsi le lien entre le XVII^e siècle –la paix de Westphalie en 1648- et le XIX^e siècle –la diplomatie dite des villes d'eau. Les capitales européennes,

mais aussi les villes de résidence des princes de moindre importance, participent toutes à la circulation et à l'adaptation des modèles culturels, mondains et pédagogiques – Marie-Dorothee de Saxe-Gotha est célèbre pour ses traités d'éducation. Les intermédiaires culturels français – savants, architectes, peintres, artisans d'art, précepteurs, gouvernantes, militaires et diplomates – qui sillonnent l'Europe amplifient le phénomène et le relaient au-delà des centres. Leur réussite individuelle est inégale : architectes, peintres et sculpteurs sont nombreux à déchanter à Saint-Pétersbourg, tandis que les précepteurs sont souvent traités comme de simples domestiques et se lamentent d'avoir un « métier de chien ». Il est vrai aussi que les supercheries sont nombreuses : telle femme de chambre parisienne se présente comme gouvernante en Pologne ou en Russie. Mais dans tous les cas, ils véhiculent des modèles, qui sont ensuite interprétés, amalgamés et parfois rejetés – voir chapitre quatre – et nourrissent des échanges culturels, au-delà des cercles restreints de l'aristocratie européenne. Ils touchent directement ou indirectement, car ils sont relayés par d'autres intermédiaires, « nationaux » ou non – journalistes, polygraphes, traducteurs, pédagogues ou modistes – ceux qui cherchent à s'approcher du royaume européen du goût et des mœurs, et qui parfois y font des incursions réussies. Ils affirment ainsi le français comme langue européenne de la distinction, autant que de la culture.

Il faut néanmoins rappeler une évidence, trop souvent oubliée. Son apprentissage ne va pas de soi, et pose de réels problèmes de communication aux

étudiants qui entreprennent leur tour de formation. Holberg, qui sera une figure centrale des Lumières danoises, s'en plaint amèrement lorsqu'il séjourne à Paris. Pendant sa pérégrination, V. Alfieri pâtit quant à lui, à la fois de sa méconnaissance de l'italien –il a fait ses études à Turin, où le français est très présent- et d'une maîtrise approximative du français :

Avec mes compagnons de voyage, raconte-t-il dans sa *Vie*, on conversait toujours en français, et de même dans les quelques maisons milanaises où je me rendais avec eux on parlait également toujours en français ; c'est pourquoi les quelques idées que je pensais et combinais dans ma pauvre cervelle étaient aussi habillées de vêtements français ; les quelques petites lettres que j'écrivais étaient en français ; les quelques petits mémoires ridicules que je griffonnais sur mes voyages étaient aussi en français, et tout cela tant bien que mal, ne sachant cette maudite langue que fortuitement, ne me rappelant plus aucune règle

La communication est d'autant plus difficile que les dialectes italiens sont nombreux, ce que les voyageurs étrangers ne manquent pas de noter. En Italie, le cloisonnement n'est pas seulement politique, il est également linguistique, au point qu'un Dupaty y voit, non sans exagération, un signe de la supériorité française : « Cette langue n'a point encore de patrie, de domicile ; elle est errante, elle mendie encore de tous côtés, surtout en France ». Quoi qu'il en soit on comprend déjà que la question

linguistique sera dès le XVIII^e siècle au cœur du débat sur l'affirmation d'une identité et d'une culture nationales.

Chapitre II

L'Europe des Lumières : un espace de circulation et d'échanges

L'espace de l'information

L'espace européen de l'information est une réalité au XVIII^e siècle. Il met en scène des médias variés, complémentaires et concurrents. Il mobilise des dizaines de professionnels, d'informateurs occasionnels ou réguliers, de distributeurs et d'observateurs. Il nourrit des stratégies de contrôle et d'orientation –ou de désorientation– de l'information de la part des Etats et des « bureaux » ministériels, auxquels l'unissent des liens complexes et des relations contradictoires. Entre confidentialité et publicité, lois du marché et loi du prince, toute une économie se déploie.

Gazettes et journaux

En 1804, le journaliste et philosophe allemand August Ludwig von Schlözer, rappelait le rôle éminent tenu par les gazettes et les journaux dans l'émergence d'un espace européen de l'information au XVIII^e siècle : « Les gazettes sont l'un des grands instruments de culture grâce auxquels nous, Européens, sommes devenus ce que nous sommes ». Un siècle plus tôt, le philologue hollandais Gisbert Cuper écrivait à l'abbé Bignon : « L'on pourrait appeler ce siècle le siècle des journaux ». Témoignages repris par les historiens

actuels : pour Jeremy D. Popkin, l'essor des gazettes est un « phénomène pan-européen ».

La gazette (en anglais *newspaper*, en allemand *Zeitung*) désigne un périodique, le plus souvent bihebdomadaire, de format in-quarto –l'in-folio se développe outre-Manche à partir des années 1750-, consacré à l'information politique internationale. La gazette se distingue donc du journal (en anglais *periodical*) dédié aux nouvelles littéraires –au sens large- même si on observe une évolution et des recoupements. En France, on distingue ainsi la *Gazette* fondée par Théophraste Renaudot et devenue *Gazette de France* en 1762 du *Journal des savants* qui s'attache à rendre compte des « nouveautés » de la librairie. Dans le duché de Deux-Ponts, véritable interface culturelle entre le royaume de France et l'espace germanique, la même entreprise publie une gazette d'information politique renommée : la *Gazette des Deux-Ponts* (1770-1777 ; 1783-1798), rebaptisée *Gazette ou journal universel de Politique* entre 1778 et 178..., ainsi qu'un journal littéraire, la *Gazette Universelle de Littérature* de 1770 à 1777. Les titres des périodiques peuvent donc être source de confusion.

En France, la *Gazette* qui tire à 12 000 exemplaires pendant la guerre d'Indépendance américaine (1776-1783) participe au culte de la personne royale, privilégie les informations en provenance des cours européennes plutôt que « domestiques ». Si en temps de guerre, elle met en valeur l'engagement des troupes royales, en temps de paix elle est avare en informations françaises : quelques échos –très contrôlés et amortis- de la vie de la cour, communiqués officiels, concours

académiques etc. Par un chassé-croisé révélateur de l'existence de cet espace européen de l'information au XVIII^e siècle, c'est dans les gazettes étrangères francophones que les lecteurs français prennent connaissance des nouvelles domestiques.

Au sein de la catégorie des journaux, le *Journal des savants* est également une véritable institution qui rend compte des principaux ouvrages publiés en France et à l'étranger. Son information est également très mesurée et il se tient prudemment à l'écart des grands débats d'idées qui émeuvent la sphère philosophique pour privilégier les sciences et les arts (40% du *Journal* au mitan du siècle), devant l'histoire : 29%. Le *Mercurie galant*, devenu *Mercurie de France* en 1724, se fait l'écho des anecdotes mondaines et de l'actualité littéraire sur un mode léger. Les journaux sont souvent de périodicité mensuelle, d'un format proche de celui des livres.

Le développement du français comme langue de communication européenne, la présence au sein du Refuge de nombreux journalistes huguenots et la censure qui s'exerce en France, ont favorisé l'essor de nombreuses gazettes européennes de langue française –du côté des journaux, le *Journal des savants* inspire en Hollande les *Nouvelles de la République des Lettres* (1698-1714) de Pierre Bayle. Elles sont implantées à la périphérie du royaume, notamment aux Provinces-Unies : Amsterdam, Leyde, Rotterdam, Utrecht, dans les Pays-Bas autrichiens : Bruxelles, la principauté de Liège, en Avignon, à Francfort-sur-le-Main ou Cologne. Elles pénètrent légalement en France par la poste, y compris en temps de guerre :

sous Louis XIV, Louvois secrétaire d'Etat à la guerre et surintendant général des postes défend son monopole postal –source de très importants revenus– et la liberté de circulation des dites gazettes. Cette ouverture du territoire français à la concurrence étrangère offre à ces périodiques un débouché important, même si l'accès à ces gazettes demeure limité, notamment en province, en raison du coût prohibitif de leur acheminement. A titre d'exemple, pendant les années 1740, une année de la *Gazette d'Amsterdam* est achetée entre 21 et 24 livres à l'éditeur hollandais, revendue par la poste –qui bénéficie d'un monopole à la différence de l'Angleterre– quatre fois plus cher aux libraires parisiens, qui la diffuse au prix de 104 livres. Pour les lecteurs de province, il faut encore ajouter la taxe postale depuis Paris. En 1740 cependant, le *Courrier d'Avignon* est la première gazette à obtenir de la poste la conclusion d'un contrat d'abonnement abaissant la taxe postale à un sou l'exemplaire, payable au départ d'Avignon, quelle que soit la destination du numéro. Il devient ainsi possible de s'abonner franco de port pour moins de vingt livres. Deux décennies plus tard, les gazettes étrangères de langue française bénéficient à leur tour de tarifs postaux préférentiels, qui permettent de faire chuter l'abonnement à moins de quarante livres. On peut alors parler de véritable révolution des tarifs postaux. Parallèlement, l'ouverture des frontières s'est accélérée. Concurrencée, la *Gazette de France* qui a imité le *Courrier d'Avignon* en 1752, double en 1762 sa périodicité et passe sous le contrôle des Affaires étrangères. Ce changement témoigne de la mise en place d'un espace de l'information à la fois

concurrentiel et intégré, où se croisent enjeux commerciaux, politiques –la constitution progressive d’une opinion- et diplomatiques. La diversité des tarifs postaux pratiqués permet également de faire pression sur tel titre jugé peu accommodant. A Deux-Ponts, Le Tellier se plaint des tarifs postaux –ils représentent plus du quart de l’abonnement à son journal littéraire- et revendique des conditions équivalentes à celles dont bénéficient le *Courrier de l’Europe* (Londres) et les *Annales politiques, civiles, littéraires* de Linguet. Le développement des réimpressions régionales permet également d’abaisser le coût de l’accès à l’information, de même que les très nombreuses contrefaçons.

Si l’ouverture du royaume de France aux gazettes étrangères peut surprendre, notamment quand elles emploient des journalistes du Refuge huguenot, elle conduit en fait ces périodiques à faire preuve de modération dans leur ligne éditoriale, voire à pratiquer l’auto-censure : il s’agit de ne pas s’attirer les foudres des autorités françaises, d’éviter la saisie des numéros –source de pertes financières importantes et immédiates dans un secteur fragile- voire l’interdiction des futures parutions. En outre, les ministres et leurs bureaux sont des lecteurs attentifs de ces gazettes et ils sont prompts à protester auprès des puissances européennes qui les abritent lorsque telle plume leur paraît trop acérée. Aux Provinces-Unies, les titres de Jean Rousset de Missy, par ailleurs fournisseur actif en nouvelles à la main –dont les diffuseurs font l’objet d’une surveillance constante- sont ainsi particulièrement visés. La méfiance du comte de Vergennes, ministre

des affaires étrangères de Louis XVI, vis-à-vis des périodiques des Deux-Ponts, n'est pas pour rien dans ce traitement peu favorable. Interrogé à ce sujet, le ministre répond que « les gazettes étrangères sont nuisibles à celles qui s'impriment en France, surtout celle de Deux-Ponts, qui d'ailleurs parlait trop librement de l'administration, que si cela continuait, il sera obligé de la suspendre ou plutôt d'en faire défendre l'entrée en France ».

La lecture des gazettes et des autres sources d'information constitue l'une des tâches principales des diplomates en poste à l'étranger qui doivent envoyer à Paris et Versailles de véritables notes de synthèse. A côté des gazettes, plusieurs journaux politiques de langue française analysent l'actualité diplomatique et militaire, notamment le *Mercurius historico-politicus* publié à La Haye (1686-1782), *La Clef du cabinet des princes de l'Europe* devenue *Journal historique sur les matières du temps* (Verdun, Luxembourg, Paris 1704-1776) ou encore la *Gazette des gazettes ou Journal Politique* publié dans la principauté ecclésiastique de Liège puis dans la principauté de Bouillon (1764-1793).

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les bureaux cherchent également à orienter l'information voire à la fabriquer. Ainsi, en temps de guerre, les lettres envoyées par les officiers engagés sur les principaux théâtres d'opérations et publiées par les gazettes, sont le plus souvent des faux destinés à influencer la perception du conflit et du déroulement des combats. L'existence de doublons entre les lettres publiées par la *Gazette* et le *Mercurius*, leur reprise dans certaines nouvelles à la main est caractéristique de la circulation entre la

presse à privilèges et la nébuleuse de l'information confidentielle. Elles témoignent également du flou qui sépare information et désinformation.

Les puissances européennes cherchent non seulement à limiter la diffusion sur leur territoire de périodiques trop critiques, mais aussi à en « retourner » les rédacteurs à leur profit. C'est ce que réussit Beaumarchais –dont les missions secrètes sont connues : empêcher la publication d'un libelle contre Louis XV et sa maîtresse Mme du Barry, fournir des armes aux Insurgents américains alors que la France n'est pas encore entrée en guerre à leurs côtés- à Londres avec le *Courrier de l'Europe*. Ce périodique avait été interdit en France dès les premiers numéros. Au prix de sommes importantes, Beaumarchais obtient que Le *Courrier de l'Europe* change de position et soutienne les intérêts français. Logiquement, il bénéficie alors de tarifs postaux préférentiels.

L'essor des gazettes et journaux européens de langue française conduit au maillage –de densité et de qualité inégales de l'espace européen par des sources d'informations : correspondants et périodiques. Ainsi, la *Gazette des Deux-Ponts* tire son information anglaise du *London Evening Post*, du *Morning Post* et du *Courrier de l'Europe*, de la *Gazette de Madrid* et du *Courrier d'Avignon* pour l'Europe du Sud, de la *Gazette de France*, ainsi que de « correspondants politiques » à Paris, Bordeaux, Brest, Dunkerque, Calais ou Boulogne-sur-Mer qui lui adressent une moyenne de dix lettres par semaine. Le journal littéraire du duché puise son information pour l'Angleterre dans le *Monthly Review* et le *Critical Review*, tandis qu'il reçoit de

Paris trois lettres par semaine sur l'actualité littéraire. Pour l'Allemagne et l'Europe du nord, Il dispose d'une source remarquable, dont l'existence-même témoigne de l'émergence d'un espace européen de l'information, le réseau d'informateurs et de correspondants de Nicolas Hyacinthe Paradis, à Francfort, fondateur en 1775 de la Société patriotique de Hesse-Hombourg, « mélange d'académie internationale, de bureau d'information et de rédaction de journaux avec bientôt des centaines de membres et une douzaine de sections, dont une à Paris » (Jochen Schlobach). Le landgrave de Hesse-Hombourg est alors connu pour son adhésion aux Lumières et son refus de la censure.

L'Angleterre des Hanovre –à partir de 1714– présente une situation différente. Si le Parlement anglais s'oppose durablement à ce que *newspapers* et *periodicals* rendent compte de ses délibérations, ils sont libérés de l'autorisation préalable et de la censure depuis la suspension du *Licensing Act* en 1694. En revanche, l'impôt du timbre (*Stamp Act*) auquel ils sont assujettis depuis 1712 accroît fortement leurs coûts d'édition. Dans le même temps, il favorise le développement d'hebdomadaires imprimés sur une feuille et demie –six pages– afin de réduire le prix du timbre. La virulence des affrontements politiques entre *whigs* et *tories* est à l'origine de la multiplication des titres. A côté des hebdomadaires qui livrent à leurs lecteurs des articles de fond (*essay*) à thématique souvent politique comme le *Weekly Journal* ou le *Craftsman*, les quotidiens se multiplient à partir des années 1720 : *Daily Post* (1719-1746), *Daily Journal* (1720-1742)... Mais c'est dès le début du

XVIII^e siècle que l'Angleterre influence le continent avec des périodiques au ton très personnel, qui revendiquent un véritable dialogue avec le lecteur poussé à prendre position et à réagir. En résultent une manière de concevoir le numéro, une spontanéité, une liberté de ton et un registre de langue très éloignés de ceux des « journaux » continentaux traditionnels. C'est particulièrement vrai avec le *Tatler* des années 1709-1711, trihebdomadaire et le *Spectator*, quotidien des années 1711-1712. Leur succès en Europe est considérable, amplifié par les traductions françaises, et les nombreuses imitations (plusieurs centaines tout au long du siècle en Angleterre, en Allemagne, en France). Citons seulement la *Spectatrice danoise* du huguenot cévenol La Beaumelle au Danemark, Le Spectateur français de Marivaux, *El Pensador* et *El Censor* pour l'Espagne.

Dans la deuxième moitié du siècle, la presse quotidienne anglaise associe nouvelles et annonces alors que sur le continent la séparation reste la règle générale jusqu'aux années 1770 : aux affiches les annonces, aux gazettes les nouvelles. Le succès des *Intelligenzblätter* dans l'espace germanique -près de deux cents titres au cours du XVIII^e siècle- est rapidement imité. Les *Affiches de Paris*, associées à la *Gazette de France* connaissent un grand succès dès leur lancement en 1745. Par la suite, la séparation est moins nette : les nouvelles font leur apparition dans les affiches dont la mise en page et les rubriques sont plus travaillées, le contenu rédactionnel plus important. Par imitation, cette évolution s'observe sur tout le continent.

Nouvelles à la main

Comme l'écrit l'auteur de *La Police de Paris dévoilée* (Paris, an II) dans le chapitre intitulé « De la Police sur les nouvelles à la main » : « Un peuple qui veut s'instruire ne se contente pas de la *Gazette de France* ». De fait, la soif d'informations croisées, recoupées, émancipées de la tutelle de la censure du prince conduit à l'essor des « nouvelles à la main ». Un projet avorté de nouvelle à la main présente de manière suggestive les principaux centres d'intérêt de cette communication manuscrite :

Ces nouvelles à la main renfermées dans quatre pages contiendront trois objets dignes de fixer l'attention publique.

Le premier roulera sur les affaires politiques et autres relatives au gouvernement de tous les Etats de l'Europe, les événements les plus secrets y seront dévoilés, et on y découvrira les ressorts cachés dont tant de princes se servent pour arriver à leur but ; cet article sera traité de façon à n'avoir aucun rapport avec les gazettes, on le détaillera avec une vérité hardie qui ne ménagera que le respect que l'on doit aux têtes couronnées.

Le second renfermera les anecdotes courantes, les aventures singulières, les événements plaisants, les soupers fins des agréables de Paris, les histoires ridicules, les contes et les bons mots du jour.

Le troisième sera purement littéraire, il contiendra les nouveautés théâtrales et des pièces de vers qui

n'ont jamais vu le jour ; la primeur est le premier mérite de ces bagatelles agréables.

Si l'on distingue gazettes et journaux d'une part et nouvelles à la main d'autre part, il faut néanmoins souligner qu'il s'agit de médias complémentaires, qui se nourrissent et s'influencent mutuellement. En outre, nombre de feuilles autorisées, c'est-à-dire tolérées par la police, sont servies en supplément aux abonnés des périodiques imprimés –on parle de feuilles à l'épingle. Pour les directeurs des gazettes, elles représentent une source de revenus importante et le moyen de fidéliser leurs lecteurs. A Clèves, enclave prussienne, le directeur du *Courrier du Bas-Rhin*, Jean Manzon, vend ses nouvelles à la main en Pologne. Le libraire qui publie le *Courrier du Bas-Rhin* recrute quant à lui des abonnés pour les « correspondances secrètes de Mettra ».

Avec les nouvelles à la main, on pénètre dans l'univers souterrain, gris, de la Bohême littéraire (Robert Darnton). Polygraphes en mal de succès, journalistes professionnels sans le sou alimentent ce flot de communication manuscrite, en même temps qu'ils y cherchent des compléments de revenus. Ils racontent, dévoilent, arrangent, gonflent les scandales de la cour et de la ville, des gouvernants et des alcôves. Ils prétendent dévoiler le secret du cabinet des princes à leurs abonnés. En réalité, il s'agit souvent d'arguments publicitaires –malgré la confidentialité affichées de ces nouvelles à la main, qui rappelle celle des lettres d'information financières ou géostratégiques actuelles-, pour justifier les tarifs élevés des abonnements et des

livraisons, qui en retour sont sensés attester la validité des informations communiquées. Une bonne source se paie cher. Si son destinataire accepte de la payer cher, c'est bien qu'il lui reconnaît du crédit. Par un effet d'entraînement, d'autres lecteurs, abonnés ou destinataires peuvent dès lors se mettre sur les rangs, pour partager les secrets des princes, ou faire monter les enchères d'une information prétendument exclusive. Le nouvelliste à la main doit donc s'entourer de secrets et de rideaux de fumée ; le mystère est un argument de vente en la matière. Il doit se présenter comme le confident - indiscret en l'occurrence- des puissants.

Les gazettes françaises à l'étranger s'abreuvent régulièrement à ces sources d'information manuscrites et font une large consommation de nouvelles à la main, tant elles se méfient instinctivement des informations qui filtrent des bureaux de Versailles et de Paris. En revanche, elles ne peuvent se permettre de reproduire les nouvelles en l'état, sous peine de s'attirer les foudres de Paris et de se voir interdite l'entrée du marché français. Depuis le XVII^e siècle, les souverains et leurs ministres sont également des lecteurs attentifs de ces feuilles. Ils entretiennent un réseau dense de nouvellistes dont les informations – qui tiennent souvent plus de la compilation d'autres bulletins que du compte rendu original d'observations directes- servent ensuite de matériaux à des synthèses –les « correspondances secrètes » de Colbert de Torcy au cours des dernières années du règne de Louis XIV et pendant les premières années de la Régence- qui alimentent à leur tour les circuits de l'information

confidentielle ou officielle. On comprend dès lors que la source est souvent impossible à identifier, l'information à recouper, et que la frontière entre information et désinformation est particulièrement poreuse. Les nouvelles à la main reproduisent fréquemment des faux fabriqués dans les bureaux à l'instar des gazettes. A Paris, dans les années 1730, le lieutenant de police Hérault utilise les bulletinistes pour sa propre information et pour orienter l'opinion : il orchestre par exemple des divulgations, des fuites pour mettre en difficulté et discréditer les francs-maçons de la capitale qui tentent alors de s'organiser et aspirent à la reconnaissance du prince. Pendant la guerre de Succession d'Autriche, un agent des Affaires étrangères, Leffilles, alimente depuis les Galeries du Louvre le rédacteur de la *Gazette* en nouvelles militaires d'Italie. Les ministres ont à leur service des nouvellistes car ils ne peuvent laisser se développer hors de tout contrôle –qui passe ici souvent par la manipulation, la corruption ou la contre-information- tout un espace de production et de diffusion de l'information destinée aux élites – considérées à différentes échelles, du notable de province qu'est Bertin du Rocheret, président de l'élection d'Épernay et fournisseur en champagne des ducs et pairs qui président aux destinées de l'ordre maçonnique en France à compter des années 1730, aux représentants des aristocraties européennes. La diffusion et la gestion de l'information par le canal de la communication manuscrite concerne non seulement les ministres et leurs bureaux mais aussi les principales figures des Lumières européennes, au premier rang desquelles

Voltaire qui a en parfaitement saisi les enjeux. Depuis Ferney, son entourage active ses réseaux et leurs relais pour inonder les différents canaux d'informations d'extraits de correspondances, d'inédits qui sont soit signés du patriarche, soit attribués à lui ou dont il décline la paternité. Les pistes sont brouillées, mais les ballons d'essai sont lancés, les campagnes d'opinion et de promotion des œuvres imprimées préparées.

Dans ce champ « irrégulier » de la communication manuscrite, coexistent les « nouvelles à la main » politiques, dont le nombre élevé de copies à chaque livraison compense partiellement le montant relativement modeste de l'abonnement, et les nouvelles à la main scandaleuses, beaucoup plus confidentielles et coûteuses, que l'on nomme « feuilles particulières ». Presse à scandale réservée à un public choisi – Casanova compte parmi ses amateurs-, pour l'essentiel composé d'acteurs desdits scandales ou de leurs proches. Les « correspondances littéraires » -parmi lesquelles se distingue la *Correspondance littéraire* de Grimm et de Meister (1754-1813) se rapprochent des feuilles particulières par leur confidentialité, le nombre restreint d'abonnés et leur tarif prohibitif. Leurs auteurs ne se contentent pas de comptes-rendus de l'actualité littéraire –d'autant que les journaux s'en chargent à des coûts bien inférieurs- et des échos de la vie mondaine, de ses gloires et de ses victimes. Ils sont d'authentiques agents de renseignement culturels, artistiques, diplomatiques et politiques –Grimm en est l'archétype pour leurs abonnés français et étrangers. Mettra père, dont le fils est l'un des plus célèbres

bulletinistes de la fin de l'Ancien Régime avec ses « Bulletins de Versailles » ou « Correspondance politique secrète », est ainsi agent autant que correspondant littéraire de Frédéric II de Prusse, tandis que Grimm est au service de sa rivale Catherine II de Russie. Comme l'écrit François Moureau, « Frédéric-Melchior Grimm fut l'initiateur de cette fusion du diplomate et du 'nouvelliste', du journaliste et du factotum ». Correspondants et agents littéraires adressent à leurs abonnés les nouveautés littéraires, servent leurs commandes auprès des artisans d'art et des artistes de la capitale française, dénichent talents et informateurs potentiels. Dans la série de nouvelles adressées par le baron von Boden, diplomate et nouvelliste à Paris, au landgrave de Hesse-Cassel, on peut lire notamment en date du 2 juin 1779 :

« Dans la trop grande quantité de livres qui paraissent dont votre Altesse Sérénissime m'a ordonné de lui faire passer ceux que j'en croirais digne, je n'en prends aucun de mon choix. C'est principalement M. d'Alembert qui, avec beaucoup d'empressement, prend soin de me dire, au moment qu'il paraît, un bon ouvrage, que je ne manque pas de présenter à Votre Altesse Sérénissime sur le champ ».

Façon de montrer que le nouvelliste commissionnaire s'informe à la meilleure source pour mieux servir son abonné. Informateur, il est également critique littéraire :

« Fontainebleau. On vend à la fin sous le manteau, quoique dans les galeries du château, l'ouvrage posthume de M. Helvétius qui a pour titre *De l'Homme ou l'Homme intellectuel*. Les connaisseurs prétendent qu'à beaucoup près il ne vaut pas son livre *De l'Esprit*. Les jugements sur cet auteur s'accordent d'ailleurs volontiers quant à la persuasion qu'il ne faut pas lire pour s'amuser. Ils regardent ces ouvrages philosophiques en partie comme ceux de M. de Voltaire qui, pétillant d'idées agréables et d'heureux traits de génie, ne sont qu'un feu d'artifices ».

Parfois, le bulletin du nouvelliste n'est plus qu'un moyen de maintenir une relation régulière avec l'abonné afin de se rappeler à son souvenir et de continuer à lui offrir ses services. Grimm parle d'ailleurs de « ma boutique », « branche de commerce » à propos de sa *Correspondance littéraire*. Ces services qui n'ont d'annexes que le qualificatif justifient alors le coût élevé des abonnements. Il faut en outre persuader l'abonné du caractère exclusif des informations qui lui sont délivrées, alors même qu'elles relèvent pour l'essentiel de l'information ouverte et non de l'information confidentielle des « lettres particulières ». Au correspondant de maintenir l'illusion sur la valeur unique de sa source et de ses informations en exigeant de son abonné le plus grand secret sur leur relation et le contenu de la communication manuscrite qui s'établit entre eux échanges. L'abonné doit croire qu'il est l'unique destinataire d'une information exclusive, et... payer en conséquence. La *Correspondance littéraire* de

Grimm –qui la dirige de 1753 à 1773-, bimestrielle, revient à sa quinzaine d’abonnés, deux mille livres en moyenne par an.

Mais de leur côté ces lecteurs qui n’ont pas besoin de compter multiplient les abonnements aux nouvelles à la main, feuilles particulières, journaux et gazettes, en même temps qu’ils bénéficient des rapports diplomatiques. Le prince Ernest de Saxe-Gotha-Altenbourg –duché dont la vie de cour brillante, rythmée par les dernières nouveautés de la mode parisienne, est financée par la fourniture de contingents militaires aux principaux Etats allemands- place ainsi en regard de la *Correspondance littéraire* de Grimm, celle de Mettra.

Au niveau européen, le marché des correspondances littéraires intéresse non seulement les principaux souverains du continent, mais beaucoup plus largement de nombreux petits princes germaniques –représentants de la *Kleinstaaterei*, cette mosaïque de micro-Etats de l’Empire- fascinés par le rayonnement artistique et culturel français, par Versailles et Paris, la cour et la ville. Davantage que les souverains d’Etats plus importants, ils sont à la fois désireux et soucieux de s’informer de la mode et du monde à la source pour en imposer à leurs pairs et afficher leurs prétentions à relayer les Lumières et le raffinement du goût français à travers l’espace germanique. S’ils n’ont pas les moyens de se distinguer les uns des autres sur le plan des effectifs militaires ou des luttes d’influence diplomatiques, ils sont en revanche engagés dans une véritable compétition culturelle et artistique. Ce sont eux qui imitent Versailles avec leurs moyens, et

revendiquent l'organisation d'une vie de cour à la française et s'approprient les usages de la vie de société parisienne.

Le cas du duc Christian IV de Deux-Ponts est tout à fait révélateur. Abonné depuis 1769 à la *Correspondance littéraire* de Grimm, il entretient d'excellentes relations avec Diderot, séjourne plusieurs mois par an à Paris dans son hôtel particulier et au château de Versailles où il a un appartement. Epoux morganatique d'une actrice française, faite comtesse de Forbach par Louis XV, il est non seulement un fidèle soutien de la diplomatie française dans l'Allemagne rhénane et du Sud –des contingents des Deux-Ponts combattent côté français pendant la guerre de Sept Ans-, mais favorise le développement des échanges culturels et artistiques avec la France. La comtesse de Forbach attire de nombreux comédiens français pour son théâtre, ainsi que des courtisans amateurs ; les commandes ducales aux peintres et artistes parisiens comptent parmi les importantes. Le duc favorise le développement de la presse périodique de langue française dans ses Etats. Mais les bénéficiaires des privilèges savent qu'ils doivent pratiquer l'auto-censure à propos du roi de France. L'un d'eux, Le Tellier écrit notamment : « Nous ménageons un peu le ministère de France parce que nous en avons besoin pour l'entrée de nos livres ; mais le clergé, les parlements, et tous les autres souverains que le roi de France et la maison palatine sont livrés à notre censure ». Le prince Dmitri Alekseevtich Golitsyn, l'ambassadeur russe La Haye et savant de renom, estime quant à lui que la *Gazette des Deux-*

Ponts « n'écrit que sous la dictée du Ministère de France ».

Les diplomates étrangers en poste à Paris ont perçu le potentiel du marché de l'information manuscrite française auprès de la société des princes européens. En y participant, ils arrondissent leurs revenus et entretiennent leur crédit auprès de leurs maîtres en commettant de nombreuses feuilles et correspondances littéraires. Leur activité intéresse d'ailleurs fort le Cabinet noir, aussi présente-t-il leurs nouvelles à la main sous la forme de lettres personnelles envoyées à une boîte à lettres amie à l'étranger d'où elle est adressée au véritable destinataire. Pendant ses années berlinoises, Mirabeau procède de même lorsqu'il adresse à l'abbé de Périgord les lettres qu'il destine en fait au ministre. L'usage du chiffre est également attesté.

On le voit, la frontière entre l'information confidentielle ou réputée telle et l'information secrète est mince. Les nouvellistes commissionnaires sont aux marges de la diplomatie secrète, ou parfois partie intégrante d'elle. Leur participation à la circulation des nouveautés littéraires et aux échanges de biens artistiques est également une des caractéristiques de l'Europe des Lumières comme espace de circulation, de négociations et d'affrontements.

L'Europe des livres

C'est par la presse que les lecteurs européens du XVIII^e siècle s'informent des parutions étrangères et de l'évolution du goût. Les comptes-rendus jouent ici un rôle essentiel.

L'information culturelle est donc médiatisée. L'exhaustivité –par essence vaine- est longtemps recherchée, d'où des comptes rendus très brefs, avant que des recensions plus nourries mais moins nombreuses fassent leur apparition. Dans les journaux européens de langue française, ils sont souvent repris tels quels des titres « nationaux ». C'est notamment le cas pour trois journaux qui sont autant d'interfaces culturelles entre la France et l'Allemagne : Ils contribuent clairement à la diffusion en France de nouvelles sur le théâtre allemand et son évolution. Les influences shakespeariennes longtemps incomprises et critiquées au nom du respect des règles, sont progressivement reçues avec intérêt par la critique allemande. Les traductions françaises de pièces

A ajouter

Traductions et circulations des livres

Circulations savantes

A la problématique de la réception des Lumières dans un contexte national, ou du rayonnement des Lumières, il convient sans doute de préférer l'attention plus fine aux circulations intellectuelles et savantes, à l'Europe des Lumières comme un espace de

communication et d'échanges, où se déploient des stratégies de l'information, des négociations et des transactions –envisagées, menées à bien ou avortées- pour diffuser, convaincre, mais aussi contenir une thèse adverse, contester ou la discréditer. Ces stratégies mobilisent des médias, des intermédiaires culturels, des experts et des amateurs –au sens du XVIII^e siècle- et des protecteurs, mais encore des dispositifs institutionnels de reconnaissance et d'accréditation des savoirs. Les échanges savants doivent dès lors être restitués dans le contexte social, culturel, politique de production et de circulation des savoirs. Les appropriations culturelles, les adaptations, l'emportent sur la réception passive. Les échanges ne mobilisent pas seulement les grands noms de l'Europe savante dans un commerce prétendument désintéressé, mais aussi une masse d'anonymes, « simples » curieux mais aussi gagnes-petits mus par la perspective de monnayer leur contribution contre quelque improbable argent. Quitte à déclencher l'hostilité des défenseurs des droits exclusifs de la *major et sanior pars* – littéralement la partie la meilleure et la plus saine du corps social- sur la République des Lettres²⁰ contre les prétentions de la Bohême

²⁰ Fermeture aristocratique d'ailleurs démentie par l'histoire, car la *Respublica litterarium* de la Renaissance est précisément caractérisée par une ouverture relative et l'hétérogénéité sociale de son recrutement.

littéraire à se frayer un chemin sur le théâtre de l'opinion. Fenouillot de Falbaire met ainsi en garde les gens de lettres en 1770 : « L'harmonie de la société veut que la classe des hommes qui l'éclairent ne soit point immolée à la classe subalterne des hommes qui trafiquent des Lumières et de l'esprit des autres »²¹. L'Europe des Lumières mobilise à l'évidence des effectifs supérieurs à ceux d'une République des Lettres idéalisée.

Périodiques scientifiques et publications académiques

La création des deux premiers périodiques savants remonte à 1665 : le *Journal des savants* à Paris, les *Philosophical Transactions* à Londres. Au cours du XVIII^e siècle, le phénomène atteint une ampleur exceptionnelle. Cinq cents périodiques savants environ voient le jour entre 1665 à 1789, pour les deux tiers après 1770. Leipzig, où un cercle d'érudits fonde les *Acta eruditorum* que publie avec la librairie Gosse et Gleditsch, est avec Londres et Paris le principal centre de cette floraison éditoriale. Deux tiers des périodiques savants créés le sont en effet dans l'aire germanique. Nombre de créations sont éphémères : une revue sur quatre ne dépasse pas

²¹ Fenouillot de Falbaire, *Avis au gens de lettres*, Liège, 1770, p. 24.

une année de parution, un tiers seulement dépasse cinq ans d'existence. Ces aléas ne dissuadent pas les libraires et directeurs de périodiques. Il faut donc en conclure à l'existence d'une forte demande, stimulante. Mais les lecteurs sont très dispersés dans l'espace européen, et il est difficile de les fidéliser. La faiblesse des structures commerciales et des équipes rédactionnelles fragilisent des revues au tirage limité. Les périodiques étroitement liés aux institutions académiques bénéficient d'une meilleure assise : le *Journal des Savants*, les *Philosophical Transactions*, les *Miscellanea curiosa medico-physica* sont respectivement liés à l'Académie des Sciences, à la Royal Society –le fondateur des *Philosophical Transactions*, Henry Oldenburg, en était secrétaire– ainsi qu'à la l'Academia caesarea-leopoldina.

Tout au long du XVIII^e siècle, les périodiques savants généralistes sont les destinataires de mémoires que des chercheurs publient pour faire connaître leurs travaux, protéger par la publicité la primeur de leurs découvertes –en se gardant bien de livrer la totalité des résultats– monter de véritables campagnes d'opinions contre une thèse adverse, ou destinée à soutenir leur quête de soutiens et de protections. Les périodiques savants permettent d'associer vulgarisation –donc diffusion–, adaptation au contexte national –en raison de la coexistence de plusieurs dizaines de titres à travers le continent, publiés dans les

principales langues vivantes- et affirmation des qualités de chercheur aux yeux des pairs. D'Alembert publie ainsi dans *L'Observateur littéraire*, le *Mercure de France* et le *Journal encyclopédique*, ses critiques de la solution du problème des trois corps avancée par Clairaut, qui lui répond dans le *Journal des savants*. En 1726 et 1727, le grand mathématicien, Leonhard Euler publie ses deux premiers textes sur les courbes isochrones dans les *Acta eruditorum* de Leipzig. Mais l'exemple à suivre avait été donné à la fin du siècle précédent par Leibniz qui, entre l'été 1691 et le printemps 1692, publie sa solution du problème de la chaînette grâce au calcul infinitésimal dans les *Acta eruditorum* (Leipzig), le *Journal des Savants* (Paris), et le *Giornale de'letterati* (Parme) pour communiquer sa méthode aux différentes traditions mathématiques.

L'essor européen des académies au cours du XVIII^e siècle permet la mise en place d'autres canaux de communication savante, et met en concurrence pour la publication des mémoires scientifiques les périodiques généralistes avec les séries d'actes et de mémoires publiés par les académies. Deux cents titres d'actes académiques sont créés entre 1750 et 1789. Ils jouent un rôle essentiel dans la visibilité européenne des académies, dans leur prétention à l'utilité publique et au progrès des sciences. Lorsque Leonhard Euler et son fils Johann Albrecht quitte Berlin pour Saint-Pétersbourg en 1766 afin de redresser l'Académie des sciences impériales, ils font des

mémoires de l'institution savante un des principaux leviers de leur entreprise réformatrice. Ils utilisent notamment leurs relations étroites avec les périodiques de langue française publiés en Allemagne par les huguenots du Refuge pour faire insérer annonces de parution et comptes rendus louangeurs. A l'occasion, ils utilisent aussi la presse périodique pour régler des comptes avec le despotique directeur de l'Académie, Vladimir Orlov, auquel ils s'opposent violemment. Cette campagne de presse européenne a d'ailleurs finalement raison de leur opposant.

Dans toute l'Europe, les académies adressent actes, mémoires et comptes-rendus d'activités à leurs consœurs européennes ainsi qu'aux puissants qui les protègent ou dont elles sollicitent le soutien. Elles publient les mémoires couronnés à l'issue des concours académiques. Comme Leonhard Euler quitte les *Acta eruditorum* pour les actes de l'Académie impériale des sciences quand il est appelé à Pétersbourg pour la première fois, de même Laplace qui avait donné son premier **mois [??]** aux *Nova Acta eruditorum* en 1771 publie ensuite dans les *Miscellanea taurinensia* de l'académie de Turin et dans les *Mémoires* de l'Académie des sciences. Les publications académiques témoignent de l'intégration réussie aux cercles intérieurs de la République des sciences. Néanmoins, le développement des périodiques académiques ou universitaires ne fait pas disparaître l'usage de publier des mémoires dans des revues savantes généralistes.

D'autant que celles-ci bénéficient de délais de publication beaucoup plus courts que les actes académiques. Beaucoup de scientifiques optent donc pour des pré-publications dans des revues générales, qui leur garantissent audience élargie et la paternité de leur travail, avant de procéder à une publication intégrale dans les séries académiques. De toute manière, la spécialisation des revues que permet la multiplication des titres au cours de la deuxième moitié du siècle, n'est pas incompatible avec un souci de vulgarisation. C'est particulièrement net dans les titres économiques comme *Le journal économique* (Paris, 1751-1772) ou le *Physikalisch Oekonomische Wochenschrift* (Stuttgart, 1753-1766). Le cloisonnement des genres n'est pas encore de rigueur. Il favorise le maintien d'une vaste nébuleuse d'érudits et d'amateurs au sein de l'Europe des Lumières, qui n'hésitent pas à entrer en relation avec les savants professionnels, en nombre encore restreint et qui ne se sont pas encore vus conférer le monopole de la fonction d'expertise. Néanmoins, on ne peut nier l'émergence à la fin du XVIII^e siècle de titres destinés prioritairement aux professionnels, ou le changement de ligne éditoriale de certaines revues : En 1781, le *Leipziger Magazin für Naturkunde, Mathematik und Oekonomie* est le premier périodique professionnel destiné aux mathématiciens. Cinq ans plus tard, le *Leipziger Magazin für angewandte und reine Mathematik* auquel collabore Johann III Bernoulli –représentant de la célèbre dynastie

scientifique- prend le relais. En France, La *Gazette de santé* se spécialise à partir de 1776 bientôt imitée par la *Medicinische Litteratur für practische Aertze* en Allemagne.

Le lancement de chantiers de recherches européens ou de grands projets éditoriaux mobilisant des dizaines de contributeurs à travers le continent participe néanmoins de la fidélité de l'Europe des Lumières savantes à l'esprit de la République des Lettres du XVI^e siècle. Si réunissait Pour éditer, la *Societas Meteorologicae Palatinae* de Mannheim ambitionne dans les années 1780 de réunir des données météorologiques en provenance de toute l'Europe.

Correspondance

La lettre et le réseau de correspondance jouent un rôle essentiel dans l'économie des échanges savants au XVIII^e siècle. A Vérone, un projet aussi ambitieux qu'original de Société italienne, prévoit même au cours des années 1780 de créer une académie réservée aux savants, dont les membres seraient réunis par la seule correspondance. La correspondance passive –celle qu'on reçoit- et active –celle qu'on adresse- permet dans un premier temps d'appréhender un espace et un réseau relationnel : extension géographique, concentration, liens privilégiés, importance du nombre de correspondants, fréquence des échanges, vie et mort du réseau –avec ses accélérations, montées en puissance, inflexions

et rétractations éventuelles. Certains réseaux de correspondance sont de formidables outils de pouvoir, de diffusion du savoir et des productions savantes, de relais des projets scientifiques, de mobilisations des compétences et d'appropriation de l'espace. Le réseau du Suisse Albrecht von Haller est de ce point de vue tout à fait exemplaire.

La correspondance de Haller véhicule aussi bien des témoignages d'amitié que des marques de reconnaissance, des attestations de soutien ou d'excellence, d'un maître à ses disciples, d'un pair à ses semblables, d'un expert sollicité par telle académie des sciences, que les éléments d'une veille culturelle : actualités de la librairie, comptes rendus d'expériences, diffusion de prospectus et de règlement de concours scientifiques. Des livres, des recettes, des plantes ou des instruments de mesure accompagnent également les échanges épistolaires. Au fur et à mesure que la position scientifique de Haller devient centrale dans l'Europe des Lumières scientifiques, sa correspondance passive se développe. Il reçoit des hommages, des présents, il honore ou non tel correspondant d'une réponse ou d'un volume offert. Il peut ignorer presque tout d'un correspondant qui surgit dans son horizon épistolaire pour ne plus jamais y reparaître, ou entretenir une liaison épistolaire durable avec un informateur, un élève dont le statut peut changer au fil de l'échange.

Certains académiciens des Lumières se dévouent totalement à l'entretien des réseaux de correspondance académique. C'est le cas de Dubois de Fosseux à Arras.

L'existence de connexions européennes dans les réseaux de correspondance ne doit cependant pas être source d'erreur dans la perception de l'espace européen des Lumières et des échanges savants qui l'animent. De la même manière que la liste nourrie d'associés étrangers de prestige flatte l'orgueil académique mais ne doit pas faire illusion, cette correspondance à long rayon reste limitée du point de vue de la fréquence et de l'intensité des échanges, de son impact dans l'activité scientifique quotidienne des protagonistes. Elle est surtout un témoignage de l'appartenance théorique à une communauté savante dispersée en Europe. La correspondance est majoritairement « nationale ». Les énormes corpus de correspondance –les lettres s'y comptent en milliers- conservées pour l'Italie des Lumières le montrent clairement : quelques dizaines d'échanges à travers l'Europe ne doivent pas masquer l'importance des échanges « domestiques » et de proximité. L'horizon provincial et national reste dominant dans l'Europe des Lumières, même si la possibilité d'échanges plus lointains et la fierté d'appartenir à une communauté savante transfrontalière, sont toujours présents. La presse périodique –spécialisée ou généraliste- la lecture des comptes-rendus académiques, l'écho plus ou moins assourdis des grandes

controverses scientifiques entretiennent et relaie ce sentiment d'appartenance, en même temps qu'ils informent et orientent les pratiques.

Pour autant, la correspondance permet à ceux qui l'intègrent à une véritable stratégie de communication et de promotion savante de quitter les marges de la sphère académique pour se faire entendre du centre, y faire parvenir des informations, des travaux, des contributions aux progrès des Lumières, et éventuellement bénéficier d'une reconnaissance académique, comme l'illustre la « stratégie de la générosité » (Marc J. Ratcliff) mise en œuvre par le savant genevois Abraham Trembley (1710-1784), l'un des fondateurs de la biologie. A force de persévérance, Trembley réussit à intéresser toute l'Europe savante à la régénération du polype d'eau douce (*Hydra viridissima*). Trembley se présente comme un savant désintéressé, un *outsider* par rapport au système de reconnaissance académique. Il opte pour la libre communication des résultats de ces expériences. Profitant de l'essor des réseaux postaux –baisse des coûts, accélération et plus grande sûreté des échanges-, il envoie des échantillons de polypes à travers l'Europe, en priant les scientifiques destinataires de bien vouloir refaire ses expériences, pour juger sur pièces. Il répond sans relâche et sans contrepartie aux demandes d'informations qu'il commence à recevoir. Progressivement, il réussit à intéresser un nombre significatif de chercheurs aux polypes et à ses découvertes. Il sait mettre à profit la correspondance qu'il

entretient avec les principaux représentants de la République des Sciences, aux centres des dispositifs de reconnaissance et d'agrégation scientifiques : l'académicien français Réaumur (1683-1757), Martin Folkes (1690-1754), président de la *Royal Society*. Mais Trembley refuse les honneurs académiques, ainsi en 1741 lorsque Réaumur lui propose d'être élu correspondant de l'Académie des sciences. Il dit préférer sa communication libre avec Réaumur à une correspondance officielle avec l'Académie. Ce faisant, Trembley s'efface devant sa découverte, la régénération du polype d'eau douce, pour mettre en valeur un modèle de recherche, de désintéressement personnel au profit du progrès des sciences. Sa posture est clairement basée sur la libre communication et discussion des recherches à travers l'espace européen des sciences.

La correspondance et ses réseaux permettent également de désenclaver l'espace européen des Lumières, d'accélérer la communication et le rapprochement avec le centre. Elle prend donc une importance toute particulière pour les savants implantés géographiquement à l'écart des principaux centres de production, de diffusion du savoir, et de reconnaissance académique. C'est notamment vrai pour l'Europe centrale et orientale. La maîtrise –bien qu'inégale– du français, l'usage du latin ou/et de l'italien –langue de cour à Vienne– rendent possible ces échanges épistolaires et savants. Le réseau de correspondance européen mis sur pied par le

comte Joseph Nicolas Windischgrätz (1744-1802), membre de la noblesse d'Autriche et de Bohême est tout à fait révélateur.

Proche de l'empereur Joseph II, puis retiré du service de l'État, il dispose de 250 correspondants à travers l'Europe –dont un tiers d'académiciens et de savants-, d'une bibliothèque de 5000 ouvrages –où figurent en bonne place Condorcet, d'Alembert, Helvétius, Adam Smith, ou Beccaria. Ce juriste de formation s'intéresse à l'application politique et administrative des mathématiques, et notamment à l'application des probabilités aux sciences morales et politiques. Windischgrätz cherche à découvrir les lois mathématiques susceptibles de régir rationnellement la société, le droit, la prise de décision politique. Il s'agit de rationaliser les sciences morales et politiques, à l'instar des sciences « exactes ». Son ambition, caractéristique des Lumières, rencontre ici –sans le savoir- les préoccupations de Condorcet, figure centrale de la dernière génération des Lumières françaises qui prépare alors son Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix. Windischgrätz, à la manière des concours académiques, lance un sujet de recherche, doté de prix attractifs, à travers l'Europe des lumières. Un programme avec des questions précisant les principaux enjeux du concours, son règlement, les institutions sollicitées pour évaluer les différentes propositions est imprimé en allemand, latin et français et diffusé par les canaux académiques,

les périodiques scientifiques (*Journal des savants*, *Journal encyclopédique*, *Mercure de France*, *Gazette littéraire* de Göttingen, *Wiener Zeitung*, *Politisches Journal* de Hambourg notamment) et la correspondance –Adam Smith reçoit une centaine d'exemplaires du programme. Il doit s'agit d'un véritable programme de recherche européen et même transatlantique puisque Benjamin Franklin est sollicité pour en relayer l'annonce en Amérique. En quelques mois le Programme est au centre d'intenses échanges épistolaires et scientifiques. L'Académie des sciences de Paris, la Société Royale d'Edimbourg l'Université de Bâle sont juges du prix.

A ajouter

L'essor des voyages et de la culture de la mobilité

Chapitre III

L'Europe des Lumières maçonniques : un espace en cours d'intégration

Un succès remarquable

Dans un chapitre de *L'Europe et ses nations* au titre révélateur : « la deuxième unification européenne : la Cour, le salon, les loges »²², Krzysztof Pomian insiste sur le fait que « la Maçonnerie devient rapidement une institution européenne -la seule institution européenne à côté de l'Eglise catholique ». De fait, la Franc-maçonnerie²³ prend dès le premier tiers du XVIII^e siècle une dimension européenne, et même mondiale si on prend en compte les fondations coloniales, précoces et nombreuses aux Indes, dans la Caraïbe ou en Amérique septentrionale. Un rapide survol de l'espace européen le prouve : Dublin s'éveille officiellement à la lumière en 1723 voire dès 1688. En Grande-Bretagne, les premiers feux écossais remonte à 1599, avant qu'on trouve mention d'une tenue maçonnique pendant la guerre civile à Warrington, au Nord de l'Angleterre en

²² Krzysztof Pomian, *L'Europe et ses nations*, Paris, Gallimard-Le Débat, 1990, p. 108.

²³ Que l'on nomme également Art Royal.

1646. A Londres, l'activité maçonnique s'anime à partir des années 1670, avant que la fondation de la Grande Loge le 24 juin 1717 inaugure le processus d'institutionnalisation du fait maçonnique. Dans la péninsule ibérique, Lisbonne et Madrid allument les feux de leurs premières loges en 1728, Gibraltar en 1729, Barcelone en 1749. A Paris, l'activité d'une loge est avérée au moins depuis 1725, à Genève en 1736, à Lausanne en 1740 et à Neuchâtel en 1743. Dans les Pays-Bas autrichiens, la Franc-maçonnerie s'implante à Tournai et Gand en 1730, dans la principauté ecclésiastique de Liège en 1749. Dans les Provinces-Unies et en Europe, Rotterdam joue les pionniers dès 1720-1721. La Haye suit en 1734, Amsterdam en 1735. L'Italie suit le même rythme, avec une introduction en Calabre vers 1723, à Florence en 1732, à Rome et à Naples en 1734. En Allemagne, la Franc-maçonnerie pénètre également par un grand port, Hambourg, en 1737. Mais elle emprunte aussi le canal de la Société des princes et des loges de cour (*Hoflogen*), à s'implantant à Dresde –et en Pologne dont l'Electeur de Saxe est alors roi- en 1738 et à Berlin en 1740. Elle est également à Prague en 1735, à Vienne en 1742. La Baltique complète ce premier semis européen : Saint-Pétersbourg s'éveille à la lumière en 1731, Stockholm en 1735, Copenhague en 1743, Christiana (Oslo) ferme la marche en 1749. Notons que ces repères chronologiques sont indicatifs. En

effet, la présence de francs-maçons dans une ville est antérieure l'institutionnalisation de la sociabilité maçonnique par la création de loges, voire de Grandes Loges qui les fédèrent, de même que les réunions plus ou moins informelles préexistent à l'existence de loges régulièrement constituées.

Des années 1720 au années 1790, ce sont au total des milliers de loges²⁴ –au moins 900 en France-, des dizaines de milliers de membres –40 à 50 000 membres en France en effectif cumulé de 1725 à 1789 ; 18 000 frères en Allemagne- qui assurent un maillage de l'espace européen sans équivalent. La sociabilité maçonnique concerne aussi bien un bourg du Roussillon comme..... que Perm dans l'Oural. Les dates d'implantation initiales, malgré leur caractère approximatif, montrent bien sur le continent les limites du modèle centre-périphérie, et témoignent au contraire de l'intensité des circulations européennes qui se traduisent par des fondations quasi-simultanées aux quatre coins de l'espace des Lumières.

Cette implantation rapide et durable –même contrariée dans son développement, l'activité

²⁴ La loge ou atelier désigne l'unité élémentaire du corps maçonnique, elles sont éventuellement fédérées en obédiences –dénommées Grande Loge ou Grand Orient-, qui prétendent représenter les loges –qui leur envoient des députés- et organiser le gouvernement de l'ordre.

maçonnique reprend dès que la surveillance ou l'opposition du pouvoir se relâche, comme l'illustre le cas portugais sous Pombal, ou même français au milieu des années 1740- mérite l'attention. En effet, malgré la multiplicité des systèmes maçonniques rivaux et des obédiences qui voient le jour au XVIII^e siècle et se disputent le contrôle de l'espace européen, les francs-maçons demeurent unis autour du projet des pères fondateurs de l'Ordre : rouvrir le chantier de Babel pour la relever, pour réunir l'ensemble des frères dispersés sur les deux hémisphères depuis la chute originelle, sanction du Grand Architecte de l'Univers à la désunion des ouvriers, à la démesure de leur orgueil²⁵. Par leur profession de foi cosmopolite -« le Monde Entier n'est qu'une grande République, dont chaque Nation est une famille et chaque particulier un enfant »- et leur volonté d'étendre jusqu'aux bornes du monde connu l'harmonie et la concorde qui doivent présider aux travaux des ouvriers réunis au sein de la loge, les francs-maçons développent à la fois une conscience européenne et un projet élaboré,

²⁵ Pierre-Yves Beaurepaire, *La République universelle des francs-maçons. De Newton à Metternich*, Rennes, Ouest-France, 1999, 210 p.

et largement concrétisé au cours du siècle, de république universelle²⁶.

La loge est un laboratoire social, au sens où l'on y apprend l'art d'être ensemble, une école de vertu, car les membres polissent la pierre brute, en apprenant la tempérance, à repousser leurs limites, à contrôler leurs affects, à respecter la parole de l'autre et le choix de la communauté dans l'élection des officiers. Elle se veut une école de tolérance, de compréhension mutuelle entre des pairs qui se reconnaissent comme *alter ego* –d'où l'aspiration commune à la République des Lettres d'une neutralisation confessionnelle de la sphère maçonnique. Il y a bien évidemment loin du discours à la pratique, et la sociabilité maçonnique reste largement fidèle aux normes sociales, culturelles et religieuses qui régissent la sphère profane, qualifient, distinguent et disqualifient ou excluent ses membres. Il n'empêche ce projet rencontre un succès considérable au XVIII^e siècle, sans équivalent à l'échelle du continent.

²⁶ Au point d'épouvanter les contre-révolutionnaires au tournant du siècle qui cherchant à comprendre l'inimaginable, l'effondrement de l'ordre européen d'Ancien Régime, se réfugie dans la théorie du complot et stigmatise la prétendue conspiration expliquer par le complot des philosophes, francs-maçons, jacobins et autres illuminés.

Le cosmos maçonnique apparaît alors comme la dilatation de cette sphère harmonieuse à l'ensemble de l'*oikoumène* –identifié généralement à l'Europe et à ses possessions coloniales-, tandis que se pose aux frères la question de la langue qui leur permettrait de communiquer entre eux sans obstacle et sur un pied d'égalité, sans se soumettre à une langue dominante²⁷. C'est dans cette optique qu'il faut saisir l'effort intellectuel des francs-maçons pour penser l'organisation de l'espace européen. On peut mettre évidence quatre principaux modèles concurrents.

Quelle Europe ?

Pour les partisans d'un ordre maçonnique chevaleresque et chrétien réunis dans la Stricte Observance Templière qui depuis la Saxe se diffuse largement en Allemagne, gagne la France, l'Italie, la Scandinavie, la Pologne et la Russie à partir du début des années 1770, le cosmos maçonnique se confond avec l'Europe chrétienne qu'il faut restaurer. Rappelons ici qu'au XVI^e siècle, nombre d'humanistes voyaient dans la République des

²⁷ Pour les mêmes raisons, les francs-maçons internationalistes et pacifistes de la fin du XIX^e siècle et du premier tiers du XX^e siècle militeront avec enthousiasme en faveur de l'espéranto.

Lettres le moyen de refonder l'Europe chrétienne, sur la base du retour à l'Eglise primitive, alors même que les réformes protestantes et catholiques déchiraient le continent. Or le catholique Joseph de Maistre, membre de la Stricte Observance, estime précisément que cette réforme maçonnique, aristocratique et chrétienne, née en Saxe –où la réforme de Luther avait pris naissance pour diviser l'Europe- pourrait servir de base à la refondation de l'Europe chrétienne. On est loin de la Franc-maçonnerie synagogue de Satan stigmatisée par les réactionnaires de la fin du XIX^e siècle²⁸.

La carte de l'ordre est celle de l'Europe templière, carte volontairement datée, volontairement anachronique, propice aux utopies ou contre-utopies. Plusieurs projets sont évoqués en 1782 lors du Convent général de la Stricte Observance. Le prince valaque Murusi soutenu par les frères russes propose d'établir dans le gouvernement de Saratov, une colonie de chevaliers francs-maçons. Il envisage également de lever dans les principautés danubiennes 50 000 hommes pour reconquérir Jérusalem et les biens des Templiers. C'est l'époque de l'expansion de l'Empire russe au dépens de la porte ottomane et de la colonisation du

²⁸ On sait d'ailleurs que l'Europe de la Stricte Observance devait inspirer le projet européen de la Sainte-Alliance.

Caucase –à laquelle participent notamment des Français. En envisageant d’y participer, les francs-maçons de la Stricte Observance défendent le principe d’une Europe chrétienne élevant un nouveau *limes* pour se protéger des barbares et contenir les ennemis du nom chrétien. Les nombreuses références à Rome relevées dans l’*Histoire, obligations et statuts de la Très Vénérable Confraternité des Francs-Maçons* sont également explicites. Il s’agit d’établir des confins militaires aux marges de l’Europe chrétienne. L’esprit de croisade n’est pas mort, de même que le succès de la littérature chevaleresque ne se dément pas.

Fondée en 1717 à partir de la réunion de quatre loges londoniennes, la Grande Loge d’Angleterre propose quant à elle une organisation de l’Europe maçonnique comparable à celle d’un *Commonwealth* avec des *dominions* bénéficiant d’une large autonomie interne. Elle organise l’Europe maçonnique en Grandes Loges Provinciales dont le ressort se confond avec les frontières politiques des Etats, mais se réserve le droit de constituer ou de reconnaître de nouveaux ateliers hors des possessions britanniques.

En résultent de nombreux affrontements avec les obédiences françaises notamment –à Naples, dans l’aire baltique, les Pays-Bas autrichiens ou en Pologne-, où interfèrent enjeux

strictement maçonniques mais aussi diplomatiques, tant les chargés d'affaires, envoyés et ambassadeurs des puissances européennes ont été des vecteurs essentiels du flambeau maçonnique à travers l'Europe et le Levant. A cette thèse anglaise, la Grande Loge puis le Grand Orient de France à partir de 1773-1774 opposent celle d'une Europe maçonnique structurées en obédiences nationales, souveraines, et non autonomes, dans l'étendue d'un ressort borné par les frontières politiques des Etats - c'est-à-dire défini sur des bases profanes. Paris met sur pied en 1765 une Commission pour les Grands Orients étrangers chargée de négocier des traités d'amitié avec les Grandes Loges nationales (*sic*) de Suède et de Prusse notamment, de favoriser la création d'obédiences souveraines dans les royaumes de Naples et de Pologne. Il s'agit à terme de contraindre Londres qui revendique une « maternité universelle » sur l'ensemble du corps maçonnique, à s'asseoir à la table des négociations sur un pied d'égalité pour lui faire admettre le principe d'une organisation du corps maçonnique sur des bases nationales. Sentant son hégémonie menacée, la Grande Loge d'Angleterre dite des Modernes –elle est confrontée depuis 1751 au schisme les Anciens-, réagit en considérant l'univers maçonnique comme irréductible à l'Europe profane et à ses contingences politiques. Par nature cosmopolite, il vise à recréer la chaîne d'union entre

les frères dispersés sur les deux hémisphères et transcende les frontières politiques, linguistiques et confessionnelles. L'argument séduit une majorité de francs-maçons des Lumières alors que le modèle national du Grand Orient emporte certes l'adhésion des despotes éclairés soucieux de contrôler les loges de leurs Etats –notamment en Autriche et en Suède-, mais ne s'imposera qu'au XIX^e siècle. Pourtant, l'opposition entre ces deux conceptions prouve que les Lumières maçonniques sont comme les profanes travaillées par l'émergence des consciences nationales, tandis que le cosmopolitisme qui doit présider à l'intégration de l'espace européen est fragilisée par les rivalités entre intérêts nationaux et par l'inquiétude des princes à l'égard de systèmes qui pourraient échapper à leur souveraineté.

D'autres francs-maçons adoptent une position plus tranchée. Refusant toute assimilation de leur République universelle à l'Europe du XVIII^e siècle et à ses prolongements coloniaux, ils considèrent que pour bâtir leur cité idéale, les frères doivent rompre radicalement avec un monde profane voué au chaos. Après avoir imaginé un temps investir les îles de Lampedusa et de Limosa, ils retiennent le continent neuf par excellence, l'Australie, où les ouvriers du temple pourraient jeter les bases d'un Etat franc-maçon. Le baron de Hundt qui devait fonder la Stricte Observance avait quant à lui initialement jeté son dévolu sur le

Labrador, pour en faire une république aristocratique.

Les réseaux de l'Europe maçonnique

Quel que soit le modèle considéré, le projet d'une République des francs-maçons à géographie variable, bornée à l'Europe et à ses dépendances ou véritablement universelle, ne peut se concrétiser sans la mise sur pied de réseaux de correspondance et de loges qui innervent le corps maçonnique, le structurent et le rendent cohérent. Il faut également jeter les bases d'un droit maçonnique international, mettre au point des protocoles d'échanges de visiteurs, des échelles d'équivalence de grades rendues nécessaires par la multiplication rapide des systèmes de hauts grades. C'est ce que les pionniers de l'ordre maçonnique, hommes de réseaux -réseaux académiques, confessionnels, négociants, bancaires, diplomatiques ou artistiques, sans compter les réseaux relationnels mis sur pied par ses gestionnaires hors-pair de la mobilité (Daniel Roche) que sont les aventuriers-, ont bien compris²⁹.

²⁹ Pierre-Yves Beaurepaire éd., *La Plume et la Toile. Pouvoirs et réseaux de correspondance dans l'Europe des Lumières*, actes du colloque international d'Arras, 26-27 octobre 2000, avant-propos de Daniel Roche, Artois Presses Université, Histoire, 2002, 346 p.

A Metz, carrefour d'influences maçonniques, le négociant Antoine Meunier de Précourt demande le 24 juin 1760 à la Grande Loge de France, dont il est l'un des officiers les plus actifs, « la liste de toutes les loges qui sont émanées comme nous de la vôtre, afin d'établir entre elles et vous cette correspondance générale qui doit régner de l'orient à l'occident et du septentrion au midi entre tous les corps réguliers ». Il continuera son œuvre à Hambourg puis en Russie. A l'autre extrémité de l'Europe maçonnique, en Sicile, les francs-maçons de *Saint-Jean d'Ecosse*, orient de Palerme, font également profession de foi cosmopolite. Après avoir tissé de solides liens avec les ateliers installés sur le pourtour méditerranéen, ils incitent les frères de la vallée du Rhône à entrer en correspondance avec eux. Les négociants de cet atelier sicilien, pour beaucoup originaires des Cantons suisses, sont en effet nombreux à se rendre à Beaucaire à l'occasion de la fameuse foire de la Madeleine. Ils retrouvent alors leurs confrères en affaires et frères en Maçonnerie sur les colonnes du temple de la loge locale. Puis le réseau palermitain s'élargit en direction des loges de l'intérieur. Au total, il coïncide presque parfaitement avec celui de la loge *Saint-Jean* de Metz. Les Palermitains se révèlent des correspondants exigeants, y compris avec leur loge mère *Saint-Jean d'Ecosse*, orient de Marseille. Un visiteur marseillais se voit ainsi interdire l'accès au

temple sicilien, parce que sa loge a interrompu sa correspondance. Les relations épistolaires rétablies, les visites mutuelles reprennent normalement. Les rencontres fortuites, les visites escomptées sont autant d'opportunités, avidement saisies, d'initier de nouveaux échanges, de s'ouvrir par leur intermédiaire à de nouvelles pratiques maçonniques.

Les obédiences nationales prennent rapidement conscience que ces réseaux de correspondance et d'échange permettent aux loges de leur ressort de s'évader, de constituer un espace de relations autonomes, qui transcende les frontières politiques où elles peuvent jouer un rôle à leur mesure -c'est notamment le cas de Marseille dans le bassin méditerranéen, de Lyon en Europe médiane ou de Strasbourg. Le Grand Orient de France les met en garde : « Une correspondance avec l'étranger entraîne toujours de graves inconvénients. La distance des lieux occasionne des retards dangereux, et il peut même arriver que toute communication soit interrompue, alors une loge reste isolée et languit, privée des avis et des secours dont elle a besoin. Au contraire, une correspondance avec un Grand Orient national n'est exposée à aucun danger et produit les plus grands avantages ».

Pour l'heure, si ces échanges sont activement recherchés, c'est que le projet des pères fondateurs de 1717-1723, n'est autre que de « permettre à des

hommes qui sans cela ne se seraient jamais rencontrer » de se découvrir et de s'apprécier. L'accueil de l'autre en qui l'on reconnaît un frère, de ce voyageur étranger qui apporte la preuve vivante de l'existence d'une Europe maçonnique et fraternelle, revêt dans ces conditions une importance essentielle. « Vous ne serez étrangers en aucun lieu ; partout vous trouverez des frères et des amis ; vous êtes devenus des citoyens du monde entier ! » s'exclame le secrétaire de la loge *Saint-Louis des Amis Réunis*, orient de Calais, à la veille de la Révolution. De son côté, le protestant cévenol La Beaumelle, intermédiaire culturel entre la France et le Danemark, contradicteur de Voltaire et admirateur de Montesquieu, confie à son frère Jean, après sa réception à Genève où il parfait son éducation : « Je ne suis plus étranger ! » L'appartenance à une fraternité européenne est rassurante pour l'étranger en voyage. Philippe-Goswyn de Neny en donne également un témoignage précieux : bien né, fils du puissant Patrice-François, Chef et Président du Conseil de l'impératrice-reine Marie-Thérèse, il n'en a pas moins quitté secrètement les Pays-Bas autrichiens, refusant de suivre la voie tracée par son père, pour entamer un périple qui par Liège, Paris et Genève le mène en Italie, en Grèce puis jusqu'à Constantinople où il se rembarque pour la Toscane en 1766. Avant d'atteindre Marseille où il visite le

temple de *Saint-Jean d'Écosse*, il écrit à Marie-Caroline Murray : « J'ai passé quelque temps à Toulon, ou quelques lettres de recommandation, et la franche maçonnerie m'eurent bientôt mis en liaison avec tout le corps de la marine ».

On a là, à l'évidence, la marque d'une sociabilité en réseau authentiquement cosmopolite et européenne que l'ouverture récente de nombreux fonds d'archives –notamment russes- permet d'étudier de manière approfondie et de cartographier³⁰. Dans un contexte autrement plus dramatique, les réfugiés politiques l'ont bien compris. Leur histoire est de fait intimement liée à celle de la Fraternité maçonnique, des jacobites des années 1688-1746 aux Russes blancs et aux mencheviks en passant par les patriotes bataves des années 1785-1787, les libéraux portugais, grecs et espagnols des années 1820-1830. A ces voyageurs, volontaires ou non, la Franc-maçonnerie offre un viatique, le certificat, visé par le secrétaire des loges visitées, prémisses du passeport maçonnique que Joseph de Maistre, figure complexe de la Franc-maçonnerie « savoisienne » et européenne, rêve d'établir : « La correspondance étroite avec les frères étrangers et nos devoirs envers eux, qui constitue essentiellement *la république*

³⁰ Pierre-Yves Beaurepaire, *L'Europe des francs-maçons XVIII^e-XXI^e siècles*, Paris, Belin, *Europe & Histoire*, 2002, 325 p.

universelle sont encore un objet de la plus grande importance. Il faudra faire sur ce sujet quelques bonnes lois qui puissent établir plus de relation, plus d'union entre les différentes sociétés, et concilier la bienveillance avec la prudence à l'égard des frères voyageurs ».

La sociabilité maçonnique répond aux attentes spécifiques et complémentaires de la *Société des princes* (Lucien Bély), du royaume européen des mœurs (Daniel Roche), des militaires en déplacement, des négociants et des banquiers, des étudiants ou jeunes hommes bien nés effectuant leur tour de formation en compagnie de leurs précepteurs-gouverneurs, en mettant sur pied des structures d'accueil adaptées, dont on ne citera ici que quelques exemples : la *Candeur* strasbourgeoise, loge de l'Université luthérienne de Strasbourg, la *Réunion des Etrangers*, orient de Paris, loge de l'ambassade de Danemark, l'*Irlandaise du Soleil Levant*, loge des étudiants en médecine irlandais de l'Université de Paris, les *Amis Réunis*, loge de la haute finance protestante, des artistes français et étrangers de renom et de leurs mécènes, ou encore l'*Amitié*, ancienne Amitié allemande, loge des grandes maisons de négoce bordelaises originaires de la Baltique. Ces loges sont mentionnées dans les guides de voyages comme le *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris* de Vincent-Luc Thiery.

Les exclus

Le cosmopolitisme du siècle des Lumières ne se confond cependant pas avec l'universalisme, la République universelle des francs-maçons épouse pour une majorité de frères les contours de l'Europe chrétienne (« le vrai chrétien, voilà le vrai maçon ! »), voire ceux du royaume de la civilité et du bon goût, où l'on peut jouir du plaisir d'être entre soi. *Mutatis mutandis*, elle se définit plutôt comme la réunion des *Kaloikagathoi* -beaux et bons de la Grèce classique, autrement dit les aristocrates-, conscients par-delà les frontières politiques de former une communauté de semblables, de pairs qui ont fait leur les normes culturelles issues du « procès de civilisation ». Les routes du Grand Tour et leurs étapes obligées, les séjours dans les académies et les universités européennes, les précepteurs étrangers, la pratique du français, promu *koinè* de l'Europe des Lumières, la visite des salons et des figures de la République des Lettres, ont contribué à forger cette élite européenne, aux effectifs réduits mais à la surface sociale et à l'influence politique et culturelle considérables. C'est elle qui fixe les normes sociales et culturelles qui qualifient ou disqualifient. On voit ainsi clairement les frères définir les critères de compatibilité que tout candidat à l'initiation doit

posséder préalablement à son introduction dans le temple des amis choisis. A défaut, il risquerait de perturber l'harmonie fraternelle. Lessing reprochera d'ailleurs à ses frères de recevoir trop souvent des profanes en qui ils ont reconnu préalablement aux épreuves initiatiques des semblables. Ce refus d'une altérité trop accusée, d'une différence qui, loin d'être une source d'enrichissement pour la petite communauté, contribueraient au contraire à sa dissolution, a conduit les loges du XVIII^e siècle, à borner le cosmos maçonnique, à définir les contours d'une identité maçonnique, largement déterminés par des critères profanes. En bornant le cosmos maçonnique, les frères en sont arrivés à préciser le profil du « franc-maçon né » -contradiction évidente avec le principe de l'initiation et de la mort au monde profane qu'ils assument fort bien- et son corollaire, l'« autre absolu » -par opposition à l'*alter ego*-, dont la différence irréductible menace l'intégrité de la communauté fraternelle. Selon les contextes et environnements profanes, ils ont identifié cet autre absolu au juif, au musulman, ou au « sang mêlé » dans les Antilles, qui porte sur son visage les stigmates du chaos indifférenciateur qui menace la société coloniale, si l'on tolère les fruits empoisonnés des unions mixtes. La manière d'aborder la rencontre avec un autre perçu comme un « impossible semblable » révèle la prégnance des

préjugés profanes, le poids des fantasmes et de l'imaginaire social.

Au terme de cette exploration rapide de l'Europe des Lumières maçonniques, avec ses astres principaux, ses satellites, ses zones d'ombre et de turbulence, la Franc-maçonnerie du XVIII^e siècle apparaît complexe, paradoxale, en un mot plurielle. Ce cosmos parsemé d'archipels maçonniques, cet *oikoumène* à la densité inégale de loges, se révèle non pas un univers en expansion, qui finirait par englober la sphère profane. S'il a vocation universelle, il s'est rapidement trouvé borné par ses promoteurs, à l'instar de l'Empire romain sous le Principat d'Auguste. Or, ces bornes ne sont pas maçonniques, elles sont profanes : linguistiques, politiques, religieuses, culturelles, sociales, voire ethniques. La « Maçonnerie de société » avec ses loges de cour (*Hoflogen*) ou de châteaux (*Schloßlogen*), ses théâtres de société, ses bals, concerts amateurs, ses chasses, donne le ton au sein du royaume européen des mœurs où elle s'épanouit à l'interface entre espace domestique et espace public.

Lumières maçonniques, Lumières profanes

Fondateur d'une loge cosmopolite, *Zur wahren Eintracht* (A la Véritable Harmonie), citoyen des Républiques des Lettres, des Sciences –

il est *fellow* de la *Royal Society* de Londres (1774) et membre associé des académies de Stockholm et Padoue- et des administrateurs, pilier des *Illuminaten*, créateur du *Journal für die Freimaurer*, auteur de nombreux projets académiques, Ignaz von Born occupe une position d'étoile sociométrique au sein des réseaux qui maillent l'espace européen des Lumières, maçonniques et profanes. Ses contemporains ne s'y sont pas trompés. Dans une lettre d'août 1784, Georg Forster s'enthousiasme : « On ne peut que se réjouir de voir l'esprit des Lumières et la liberté de pensée se répandre chaque jour davantage, même dans les pays catholiques... La loge *Zur wahren Eintracht* est celle qui agit le plus en ce sens. Elle publie un journal pour les francs-maçons dans lequel on parle de la foi, du serment, du fanatisme, des cérémonies, en un mot où on parle de tout bien plus librement qu'on ne le ferait chez nous en Basse-Saxe. Les meilleurs érudits de Vienne et ses meilleurs poètes en font partie. On en a fait une société de scientifiques, amants de la lumière et, surtout, libres de préjugés ». Le Danois Friedrich Münter, théologien et minéralogiste, également membre des *Illuminaten*, fait chorus en écrivant à son père la même année que « toute la loge de Born est une sorte d'académie des sciences ». Dans sa riche correspondance, Münter célèbre avec émotion la chaleur de l'hospitalité fraternelle offerte par le

maître en chaire de *Zur wahren Eintracht*, Ignaz von Born, dans sa maison viennoise, à ses visiteurs. La dédicace de la cantate de Mozart, *die Maurerfreude* (K 471), *La joie des francs-maçons*, à Ignaz Edler³¹ von Born, est également révélatrice. Born aurait en outre inspiré le personnage de Sarastro dans *La Flûte enchantée*.

Notre propos vise ici à étudier l'espace relationnel d'Ignaz von Born et les stratégies réticulaires et de gestion l'information qu'il met en œuvre pour mener à bien ses projets scientifiques et maçonniques, et soutenir les thèses joséphistes auprès de l'opinion éclairée.

Ignaz Edler von Born, franc-maçon, *Aufklärer*, joséphiste et membre des Illuminaten

Ignaz Edler von Born est né le 26 décembre 1742 dans la ville minière de Kapnik en Transylvanie où son père possède des mines. Il passe sa petite enfance à Karlsburg et fréquente le collège piariste de Hermannstadt (Sibiu). A partir de 1755, il étudie les humanités et la philosophie au collège jésuite de Vienne, avant d'entrer en 1760 comme novice dans l'ordre, qu'il quitte brutalement au terme de seize mois, juste avant de prononcer ses

³¹ « Noble homme », titre accordé lors d'un anoblissement.

vœux de profès. Son parcours est ainsi tout à fait similaire à celui d'autres intellectuels francs-maçons autrichiens de premier plan, comme Aloys Blumauer ou Karl Leonhard Reinhold, formés par les Jésuites voire anciens Jésuites eux-mêmes. A Vienne, Born fait une rencontre déterminante, à l'origine d'une indéfectible amitié, celle de Joseph von Sonnenfels, qui l'introduit dans son cercle. Ce groupe d'amis s'est donné comme but de développer la culture « nationale », notamment le théâtre allemand, et de fonder une *Deutsche Gesellschaft*, une académie privée des beaux-arts. Il faut ici s'intéresser à la personnalité et à la trajectoire de Joseph von Sonnenfels ainsi qu'à celle de Joseph von Riegger, autre membre du groupe que fréquente le jeune Born. Tous deux influencent beaucoup sa formation et surtout éclairent le projet intellectuel et maçonnique de Born qu'ils ont largement contribué à porter à maturité. Ils illustrent aussi la richesse du vivier maçonnique autrichien qu'alimente les administrateurs des Etats des Habsbourg issus de l'Université de Vienne.

Né en 1732, le baron Joseph von Sonnenfels étudie la philosophie à Vienne, puis sert cinq ans dans l'armée avant de reprendre des études de droit. En 1763, il est professeur de sciences politiques à Vienne. Or, l'Université de Vienne est au cœur du processus de réforme politique, administrative et éducative, enclenché par Marie-Thérèse et son

conseiller Gerhard van Swieten, puis repris et prolongé par Joseph II. La politique de Van Swieten qui préside la Commission de censure et d'éducation vise clairement à retirer aux Jésuites la formation des futurs cadres de la monarchie, à jeter les bases d'une véritable noblesse de service cultivant le sens de l'Etat. La carrière administrative de Sonnenfels s'inscrit dans son sillage. Il devient conseiller impérial et conseiller d'Etat pour la Basse-Autriche. En 1772, il devient censeur, puis en 1779 assesseur de la Commission de censure et d'éducation. Depuis 1777, il est rédacteur en chef de l'un des principaux organes des Lumières autrichiennes, le *Wiener Realzeitung*. Bénéficiant de la confiance de Gottfried van Swieten, fils de Gerhard et lui-même membre des *Illuminaten*, soutenu par Joseph II qui appelle de ses vœux la création d'un théâtre national destiné à promouvoir la culture allemande, Sonnenfels entre au conseil aulique en 1780. Comme son maître Gerhard van Swieten, Sonnenfels favorise à son tour la carrière dans les administrations d'Etat et notamment au sein de la Censure de jeunes intellectuels francs-maçons –et bientôt membre des *Illuminaten*– issus de l'Université de Vienne et arrachés à l'orbite jésuite : c'est le cas de l'ex-jésuite Aloys Blumauer, astre principal des lettres et des Lumières autrichiennes (Rosenstrauch-Königsberg, 1975), qu'il fait entrer en 1782 à la Commission d'éducation qui a

remplacé la Commission de censure, après avoir fait jouer le 18 novembre 1780 la première de *Erwine von Steinheim*, drame en cinq actes, au Théâtre impérial, qui quatre ans plus tard donne *Die Freimaurer (Les francs-maçons)*, pièce du célèbre acteur et auteur de théâtre allemand Friedrich Ludwig Schröder (1744-1816), ami de Johann Joachim Christoph Bode dont il sera question plus loin, membre des *Illuminaten*, et premier véritable historien de la Franc-maçonnerie.

Sur le plan maçonnique, Sonnenfels est reçu franc-maçon à Leipzig à une date inconnue. Il adhère dès octobre 1782 à *Zur Wahren Eintracht*, dont il devient l'année suivante le député maître. Il préside ainsi à la destinée de l'atelier aux côtés de Born, association que l'on retrouve aussi au sein des *Illuminaten*. Il est en effet leur préfet à Vienne, jusqu'à ce que Born occupe cette fonction, puis il devient leur Provincial pour l'Autriche. La suppression, la persécution et la publication des listes des membres de l'ordre des *Illuminaten* n'ont pas empêché Sonnenfels de poursuivre sa carrière administrative et politique, de même qu'elle n'a pas entravé celle d'un Metternich ou du comte Johann Philipp von Cobenzl, Vice-Chancelier de 1779-1792, puis Ministre des Affaires étrangères en 1792-1793. En effet, Sonnenfels n'a pas prolongé son engagement jusqu'au jacobinisme, à la différence des plus jeunes membres de l'ordre partisans déçus

d'un josphisme radical, comme Blumauer, ou de nombre de francs-maçons rhénans éveillés à l'idée de réforme puis de contestation politique au sein des sociétés de lecture comme celle de Bonn, que nous évoquerons au chapitre suivant. En 1797, Sonnenfels est élevé au titre de baron d'empire ; il devient en 1810 Président de l'Académie des Beaux-Arts.

Dans le cercle de Sonnenfels, Born fait connaissance d'un étudiant en philosophie de son âge, Joseph Anton Stephan von Riegger, cofondateur avec Sonnenfels de la *Deutsche Gesellschaft* en 1761. Quatre ans plus tard, Riegger est nommé Professeur de droit à Fribourg-en-Brigau. Il poursuit une carrière universitaire en devenant Conseiller impérial et Directeur du collège académique de Fribourg en 1767. Il n'a que vingt-cinq ans. En 1772, il est Doyen de la Faculté de Philosophie. Il s'installe à Prague où il est titulaire de la chaire de droit public. Il est alors reçu franc-maçon à la loge *Zur Wahrheit und Einigkeit* (A la vérité et l'unité), qui entretiendra par la suite des relations très étroites avec *Zur Wahren Eintracht* à Vienne. Von Riegger à l'instar du duc von Mecklenburg-Strelitz déjà rencontré, voyage alors régulièrement entre Prague et Vienne, où ses différentes fonctions universitaires et administratives l'appellent régulièrement. Comme Born et Sonnenfels, il se fait alors affilier à *Zur*

Wahren Eintracht, avant de rallier l'ordre des *Illuminaten*. A l'image de Blumauer, il fait partie des francs-maçons membre des *Illuminaten* favorables au jacobinisme.

Très influencé par ces rencontres, Ignaz von Born quitte Vienne pour s'établir à Prague. Il y étudie pendant deux ans le droit, la minéralogie et la géologie. Les sciences naturelles auxquelles l'enseignement jésuite accorde traditionnellement une grande place seront ensuite très présentes dans les travaux scientifiques que Born conduira au sein de *Zur Wahren Eintracht*. Au terme de ce cycle d'études, Born effectue un voyage de formation classique à travers l'Europe, qui le mène en Allemagne, aux Pays-Bas et en France. Il y confirme son goût pour la minéralogie, la géologie et la chimie. Selon Elisabeth Rosenstrausch-Königsberg, il approche également la Franc-maçonnerie, ce en quoi il ne se distingue guère de ses contemporains, qui associent au tour de formation et d'agrément un véritable tour d'initiation. De retour à Prague, Born reprend ses études de minéralogie, sciences naturelles et géologie. Il publie déjà beaucoup et se fait connaître comme spécialiste en exploitation minière. En 1770, il prend la direction du bureau de prospection minière de Prague. Il se fait alors recevoir à la loge *Zu den drei gekrönten Säulen* (Aux trois colonnes couronnées) et marche sur les traces de Sonnenfels,

dix ans après. En effet, il crée à son tour une Société particulière pour la promotion des mathématiques, de l'histoire nationale et de l'histoire naturelle : *Privatgesellschaft zur Aufnahme der Mathematik, der vaterländischen Geschichte und der Naturgeschichte*, puis *Böhmische Gelehrte Privatgesellschaft*. Significativement, la Société savante de Bohême est en relation étroite avec la loge pragoise ; articulation que l'on retrouvera dix ans plus tard à Vienne. Elle publie en outre plusieurs périodiques auxquels Born participe activement – autre trait de son activité maçonnique et scientifique à Vienne. Ses travaux parmi lesquels la publication du catalogue raisonné de sa collection de fossiles obtiennent une reconnaissance européenne. Born devient *fellow* de la *Royal Society* de Londres en 1774 et membre associé des académies de Stockholm et Padoue. Marie-Thérèse l'appelle en 1776 au Musée impérial de Vienne pour réorganiser le département de minéralogie et dresser l'inventaire de ses collections. La seconde période viennoise de Born peut alors commencer. En 1779, il devient conseiller aulique près de la Chambre impériale des mines et l'année suivante publie son premier écrit satirico-politique à propos de la réforme des ordres monastiques décidée par Joseph II.

Ignaz von Born fait son entrée au sein de la toute jeune loge *Zur Wahren Eintracht* le 14 novembre 1781. Le procès-verbal de la tenue

confirme son appartenance antérieure à l'ordre maçonnique, puisque Born a le grade de compagnon. Il « a été rectifié », ce qui indique qu'il avait été initié à Prague dans un autre régime maçonnique, très probablement celui de la Stricte Observance. Sa candidature est présentée par Angelo Soliman, figure de la Franc-maçonnerie cosmopolite et de la bonne société viennoise. D'origine somalie ou galla dans la corne de l'Afrique, et de rang aristocratique, Soliman avait été pris et réduit en esclavage alors qu'il était enfant. Après avoir échoué à Messine il est libéré et entre au service du prince Jean de Lobkowitz puis du prince de Lichtenstein. Polyglotte, excellent joueur d'échecs, Soliman fréquente les cercles les plus huppés de la société viennoise et gagne l'amitié de Joseph II. Deux semaines plus tard, Born est élevé au grade de maître. Il s'impose en quelques tenues à ses frères par son dynamisme et sa chaleur. Alors que le maître en chaire Fischer, malade, souhaite se retirer, Born est élu confortablement le 9 mars 1782 à la tête de la loge par 31 boules blanches contre 3 noires. Il peut alors proposer à l'atelier son programme de travail maçonnique, pédagogique et scientifique. Sans remettre en cause les tenues d'instruction faites d'apprentissage des catéchismes et d'étude des rituels des différents grades, car *Zur wahren Eintracht* reste une loge maçonnique et ne saurait en aucun cas devenir l'enveloppe morte

d'une société savante, Born est conscient du caractère rébarbatif de ces assemblées, et de la pauvreté de nombre des travaux qui y sont présentés. Il s'appuie donc sur les *Constitutions* de 1723 de 1738 pour proposer que les membres de l'atelier pourvus du grade de maître choisissent des thèmes d'étude dans les arts libéraux, la morale, les mathématiques et les sciences naturelles, et présentent à l'ensemble des frères les fruits de leurs travaux le premier lundi de chaque mois lors d'une *Übungsloge* (loge d'exercice). Ecole de vertu, la loge peut également devenir le lieu où chacun se perfectionne, enrichit ses connaissances au regard de l'autre et apporte sa contribution aux progrès des Lumières. C'est tout l'enjeu des rapports entre *Bildung* et Franc-maçonnerie dans l'espace maçonnique germanique.

Born exclut d'emblée du champ d'investigation la jurisprudence, les questions politiques et théologiques. La loge adhère avec enthousiasme au projet de Born ; seuls trois frères, Jacobi, Grüwel et Scharf craignent que la loge ne se transforme en société savante. Dans ce domaine aussi, le succès est indiscutable puisque les *Übungslogen* réunissent à partir de 1783 plus de 80 maîtres, dont 50% sont des frères visiteurs. Born complète son dispositif et étend son audience grâce aux publications périodiques, pratique initiée à Prague. En outre, tant comme membre de la

Commission de censure que comme auteur ayant lui-même été confronté à la censure, il sait qu'un journal interne, réservé aux membres de l'ordre permet aisément de contourner les interdictions et d'éviter les tracasseries, tout en bénéficiant d'une bonne diffusion auprès des élites éclairées, compte tenu de la large distribution des loges dans l'espace européen et du taux élevé d'affiliation maçonnique du public visé au sein de l'espace germanique. C'est l'objet du *Journal für Freymaurer (Journal pour les francs-maçons)* véritable compte-rendu des travaux maçonniques de l'atelier. Trimestriel tiré à un millier d'exemplaire, d'un prix de vente élevé –cinq Gulden- mais qui n'est pas un obstacle compte tenu des destinataires, le *Journal für Freymaurer* paraît à partir de 1784 pour un total de douze livraisons jusqu'en 1786. Le rédacteur en chef en est le poète et censeur Aloys Blumauer, qui mobilise tous ses correspondants maçonniques et membres des *Illuminaten* à travers les Etats des Habsbourg pour augmenter le nombre d'abonnés et la diffusion du titre. Le comte hongrois János Fekete est sollicité à Trieste pour placer des abonnements dans sa loge (Michaud, 1980 ; Figeac, 2002), tout comme le franc-maçon érudit, membre des *Illuminaten* et de la société de lecture de Buda József Podmaniczky von Aszódy, conseiller de gouvernement à Fiume. Blumauer prospecte également du côté de Raguse (Dubrovnik) où l'implantation maçonnique est

ancienne, puisqu'en 1744 le cardinal Albani multiplie les lettres à Rome pour dénoncer le danger que les francs-maçons y représentent (Vidan, 1987). Sonnenfels s'est lui-même fortement investi dans cette initiative qui rencontre un réel écho dont témoignent les lettres que reçoit Born de tout l'Empire. S'entrecroisent sur les colonnes du *Journal* comme dans les correspondances qui l'annoncent, le nourrissent ou en prolongent la lecture, les réseaux d'amitiés personnelles, d'appartenance commune à la Franc-maçonnerie, mais aussi à la république des administrateurs ou des savants : Ignaz von Born et Friedrich Münter appartiennent par exemple à une République européenne et cosmopolite des minéralogistes, associant savants et amateurs –précieux par leurs collections et la qualité des informations qu'ils sont susceptibles de transmettre-, dont les réseaux, les voyages, et les solidarités mériteraient une étude approfondie et attentive aux possibilités offertes par l'Europe des francs-maçons. Born convainc Karl Leonhard Reinhold de lui adresser des discours, comptes rendus et notes pour le *Journal für Freymaurer*. Reinhold ressemble d'ailleurs à bien des égards à Born et à Blumauer. Entré chez les jésuites en 1772, il les quitte pour un monastère barnabite qu'il fuit en 1783. Collaborateur du *Teutsche Merkur* de Wieland, Professeur de Philosophie à Iena, Reinhold est un *Aufklärer* de

premier ordre. Enthousiasmé par l'œuvre de Kant, il se voue à sa diffusion de son œuvre. Il est initié à *Zur Wahren Eintracht* en 1783, année où il entre également parmi les *Illuminaten*. Il sera même leur Préfet à Iena en 1787. On ne saurait donc sous-estimer les qualités intellectuelle des collaborateurs du *Journal*. Mais Born n'oublie pas qu'il s'agit d'abord d'un périodique maçonnique, et y publie lui-même la planche inaugurale des loges d'exercice qu'il consacre aux Mystères des Egyptiens –elle aurait inspiré le livret de *La Flûte enchantée*-, saisissant l'opportunité d'un thème attractif pour combattre mythes et charlatans. Le *Journal* informe également ses lecteurs de l'actualité maçonnique des Etats des Habsbourg et de l'étranger.

Pour porter et relayer le projet scientifique des francs-maçons éclairés réunis sur les colonnes de *Zur wahren Eintracht*, Ignaz von Born publie de 1783 à 1788, donc au-delà de la *Freimaurerpatent* de 1785 et de la réduction drastique du corps maçonnique viennois, sept recueils des *Travaux de physique des amis de l'harmonie à Vienne (Physikalischen Arbeiten der Einträchtigen Freunde in Wien)*, trimestriel en deux volumes. Les contributions traitent aussi bien de botanique que d'astronomie. On relève des descriptions géographiques, notamment de la Sibérie, des travaux sur l'industrie du verre, sur le colibri, ou les fossiles. Born cherche clairement à réunir des

collaborateurs issus de tous horizons, bien au-delà de ses propres sujets de prédilection. En outre, il peut à la différence du *Journal für Freymaurer*, faire appel à des non-maçons. Sonnenfels, Blumauer et Born, tous trois membres de la Commission d'éducation en charge de la censure, partisans déclarés du joséphisme, influencent également fortement les autres organes de presse des Lumières autrichiennes et tout particulièrement le *Wiener Realzeitung*, dont Sonnenfels a pris la direction en 1777 et dont Blumauer est l'un des piliers. Lumières, Franc-maçonnerie et *Illuminaten* s'entrecroisent ici en permanence.

Lorsque la Grande Loge Nationale d'Autriche est créée en 1784, Ignaz von Born en devient le Grand Secrétaire, mais l'irruption autoritaire et maladroite de Joseph II dans la sphère maçonnique par la *Freimaurerpatent* du 11 décembre 1785, étudiée au chapitre suivant, sème l'émoi et la désolation parmi les francs-maçons autrichiens, même si elle ne les prend pas totalement au dépourvu. En effet, au cours de l'été, le comte Leopold Kollowrat-Krakowski président de la Chambre des comptes a déjà fait part à ses frères de la *Véritable Harmonie* de l'entretien qu'il a eu avec l'empereur, qui a déjà arrêté sa décision. Des huit loges symboliques que compte la capitale, trois ont le droit de se maintenir. Le 27 décembre 1785, *Zur Wahren Eintracht* interrompt ses travaux. Avec les

loges *Zu den drei Adlern* (aux Trois Aigles) et *Zum Palmbaum* (Au Palmier), elle donne naissance à *Zur Wahrheit* (A la Vérité), installée le 6 janvier 1786. Mais la désillusion et la lassitude l'ont déjà emporté chez Born, qui se retire quelques mois plus tard de la loge, et met fin à sa vie maçonnique. Joséphiste déçu, franc-maçon blessé, il a été également très affecté par la répression qui s'abat au même moment sur l'ordre des *Illuminaten* et les loges maçonniques en Bavière. En signe de solidarité fraternelle, il proteste auprès du chancelier du Conseil privé, le baron von Kreittmayr, président de l'Académie des sciences de Bavière, contre la suppression de la loge vivier des *Illuminaten*, *Theodor zum guten Rat* (Théodore au bon conseil) que le baron avait approuvée. Il lui reproche de s'être conduit comme « président du tribunal inquisitorial contre les francs-maçons » et renvoie ses diplômes de l'Académie bavaroise et de la société savante de Burghausen. En réalité, l'Académie qui compte nombre d'*Illuminaten* est elle-même menacée de suppression ou de fusion avec l'Académie du Palatinat, l'Electeur régnant également à Mannheim. La classe des Belles-Lettres, de fondation très récente (1776) sera finalement sacrifiée. L'une des bêtes noires de l'Electeur, le conseiller privé Johann Caspar von Lippert, recteur de l'Université d'Ingolstadt, devra quitter l'Académie et sera emprisonné. Helmut

Reinalter estime que les gages donnés par le baron ont sauvé l'Académie, dont la classe d'histoire sera à son tour menacée en 1797 (Reinalter, 1997).

1 A la Véritable Harmonie, une fondation tardive, une ascension fulgurante

Dans ces conditions, c'est logiquement que *Zuhr Wahren Eintracht* adresse une demande en constitution à la Grande Loge Nationale d'Allemagne le 3 mai 1781. Mais dès l'été, la perspective de fonder non plus une loge parmi d'autres, mais un atelier ouvertement dédié à la promotion et à la diffusion des Lumières se fait jour, relançant le vieux projet d'une académie des sciences qui bénéficierait du soutien impérial. La composition du noyau fondateur de *Zur wahren Eintracht* réuni autour de Fischer importe ici beaucoup. On relève notamment parmi eux, Joseph Anton Bianchy, adjoint pour les langues orientales à la Bibliothèque impériale et Anton Scharf, Professeur de Philosophie à l'Université de Vienne.

Le projet d'une académie (maçonnique) des sciences bénéficiant du soutien impérial suppose parallèlement l'érection d'une Grande Loge provinciale, *Große Landesloge*, qu'il vaudrait mieux traduire par Grande Loge territoriale et que Born

donne dans sa correspondance pour synonyme de Grande Loge nationale. Joseph II exige en effet, la rupture des liens avec une puissance étrangère, fût-elle maçonnique, et plus particulièrement avec la Prusse, puissance rivale, nous y reviendrons.

Au-delà des témoignages particuliers déjà mentionnés, le livre d'architecture de *Zur wahren Eintracht* livre les indices matériels d'un succès immédiat et croissant. La croissance des effectifs est saisissante. Au cours de sa première année d'existence, la loge enregistre 29 réceptions (de nouveaux maçons) et affiliations ; en 1782, le total s'élève à 45. Le rythme des nouvelles adhésions s'accélère encore, et la loge dépasse dès le printemps 1785 l'effectif de *Zur gekrönte Hoffnung*, qui lui a donné naissance. Elle est devenue avec un total de 156 réceptions et de 49 affiliations la plus importante des huit loges viennoises alors en activité. Le *ratio* entre réceptions et affiliations, supérieur à 3, et la courbe des effectifs de *Zur gekrönte Hoffnung*, que n'affecte pas la nouvelle création, et qui maintient une belle croissance –de 110 membres environ en 1781, elle approche les 200 membres à l'été 1785-, montrent que le projet maçonnique et culturel de *Zur wahren Eintracht* répond à une véritable attente. Ils témoignent aussi de la richesse du vivier maçonnique de Vienne à la veille de la *Freimaurerpatent* de Joseph II. Le nouvel atelier a

pu faire une entrée remarquable sur la scène maçonnique, non seulement sans épuiser les ressources des sept autres loges, mais en élargissant le périmètre de l'orient viennois. En effet, pour saisir le rayonnement d'une loge comme *Zur wahren Eintracht*, il importe, avant même de prendre en compte le tirage et la diffusion de ses publications, de mesurer l'importance des frères visiteurs –ceux-là même qui, on l'a vu, donne son envergure européenne et mondiale à la *Bien Aimée* d'Amsterdam.

Le livre d'architecture conserve les procès-verbaux de 430 tenues, pour un effectif cumulé de 15 400 actes de présence –soit quarante présents par tenue, dont 2 400 peuvent être attribués à des visiteurs. Une tenue type réunit 40 présents, dont 28 membres et 12 frères visiteurs. Le livre permet d'identifier environ 700 francs-maçons dont Hans Josef Irmen a dressé le précieux répertoire (Irmen, 1994). On constate ainsi que, vu le nombre des tenues et l'effectif des membres –initiés et affiliés- de l'atelier, 205, *Zur wahren Eintracht* augmente son audience par un flux croissant –au fur et à mesure que la loge est connue- de visiteurs. Le pari des fondateurs a donc été gagné sur la scène locale, mais aussi aussi-delà. En effet, si une part importante des visiteurs provient des autres ateliers viennois, on relève les noms de dizaines d'autres frères en provenance de l'ensemble des Etats des

Habsbourg et de l'Europe. Les quelques exemples qui suivent donnent une idée de la richesse de l'effectif que *Zur wahren Eintracht* est capable de réunir le temps d'une tenue, grâce à l'appoint des visiteurs.

Centre maçonnique précoce et important avec neuf loges citées dans le registre viennois, Prague, où Born a fait une part importante de ses études, envoie notamment le comte Joseph Emmanuel Malabaila von Canal (1745-1826), fils de l'envoyé de Piémont-Sardaigne à Vienne, officier de l'armée autrichienne, chambellan impérial et conseiller privé. Il est l'un des fondateurs en 1783 de la loge *Zur Wahrheit und Einigkeit* (A la Vérité et l'Unité), orient de Prague, qui se réunit dans sa demeure, où il accueille également Mozart en 1778. Membre de l'ordre intérieur de la Stricte Observance, avec pour nom d'ordre *Eques a Tulipa*, membre des *Illuminaten*, Président de la Société économique de Prague, Canal y crée un jardin botanique célèbre dans l'Europe entière. Il prolonge son affiliation maçonnique après la *Freimaurerpatent* de 1785 et pendant la Révolution française, puisqu'il est membre d'honneur de la loge de Brünn, *Zu den wahren vereinigten Freunden* (Aux Vrais Frères réunis), en 1793.

Le dynamisme de la loge est tout aussi manifeste, si l'on considère la fréquence de ses réunions. Entre 1781 et 1785, en 58 mois, la loge s'assemble à 439 reprises, ce qui représente presque 8 tenues par mois. A une époque où une tenue toutes les trois semaines, dix mois par an, représente pour les loges françaises une très bonne moyenne, la fréquence des assemblées est tout à fait exceptionnelle. Malgré son recrutement huppé, *Zur wahren Eintracht* ne peut être comparée aux loges européennes aristocratiques ou même à la loge des *Neuf Sœurs*. Si elle partage leur excellence sociale, elle est en effet mue par un véritable projet intellectuel et maçonnique qui lui donne son âme si particulière et qui doit beaucoup à Ignaz von Born.

Chapitre IV

Unité et divisions de l'Europe des Lumières

« Nous, les Européens »
Bacon, 1623.

Exposant les *Progrès des Allemands dans les sciences et les belles-lettres* (Amsterdam, 1752), le baron de Bielfeld, réaffirme son attachement à une République européenne des Lettres : « Ce n'est pas un esprit de prééminence ou même de rivalité nationale qui m'anime, j'en suis très éloigné, accoutumé à envisager le monde littéraire comme une seule république dont chaque peuple fait une famille et chaque savant un citoyen, je crois que tous les peuples policés ont payé une espèce de tribut à cette république commune ». Mais sa profession de foi témoigne par là même des lézardes que l'émergence de la conscience nationale ainsi que la maturation des Lumières nationales qui mettent l'accent sur leur identité propre commencent à introduire dans la représentation utopique d'une Europe des Lumières assimilée à une République universelle des Lettres.

Le maillage de l'espace européen des Lumières par les académies et les sociétés économiques, patriotiques, d'agriculture et d'encouragement des arts et des lettres n'a d'ailleurs pas pu faire abstraction de la carte politique du continent. Si le projet de la Société patriotique pour l'encouragement des connaissances et des mœurs de Hesse-Hombourg (1775) de réunir toutes les

académies témoigne de la conscience des Allemands de ce morcellement territorial et de la volonté de le transcender, la multiplication des sociétés patriotiques en Allemagne, on en compte deux cents, traduit dans le même mouvement sa prégnance. Il est tout aussi révélateur que le projet d'une académie sans siège fixe, réticulaire –plus que virtuelle- puisque fondée sur la seule communication épistolaire entre ses membres, émane d'Italie.

Cosmopolitisme et conscience européenne

Emergence du conscience nationale

La profession de foi cosmopolite des Lumières européennes ne doit pas masquer l'importance d'une prise de conscience nationale. Dans les Etats des Habsbourg, les représentants des Lumières radicales qui mettent en œuvre le programme de réforme de Joseph II, militent pour l'affirmation d'un théâtre allemand et au-delà d'une culture allemande.

En Allemagne, la multiplication des sociétés patriotiques participe du même mouvement.

La mosaïque politique de l'Empire et de l'Italie aiguillonne les intellectuels et les conduit à voir dans la culture et les instruments de diffusion des Lumières (presse, foyers de sociabilité, langue « nationale ») les moyens de transcender les frontières politiques pour animer et fédérer un

espace culturel national. Pendant la guerre de Succession d'Espagne (1701-1713), Ludovico Antonio Muratori (1672-1750), bibliothécaire à Milan et à Modène, figure importante de la République des Lettres et des premières Lumières italiennes, avait déjà vainement tenté de créer une académie d'Italie. Projet qui trouve un écho dans le périodique vénitien *Giornale de' letterati d'Italia*, principal titre littéraire de la péninsule pendant la première moitié du siècle.

L'impact des conflits européens

Les figures de l'Autre européen

La gouvernante française de la Gottschedin : contre la gallomanie (le cosmopolitisme français contre la *Bildung* allemande, une des clés de lecture de l'Europe du XIXe siècle)

L'Europe française : un malentendu ?

Lorsqu'on évoque l'Europe française au XVIIIe siècle, le discours de Rivarol couronné par l'Académie de Berlin en 1784, *De l'universalité de la langue française*, apparaît souvent comme une référence obligée, au point qu'on en oublie trop souvent le caractère excessif des affirmations et la nature du texte : un mémoire académique adressé à une académie qui avait bâti sa réputation et sa communication européennes sur sa liaison intime avec les Lumières et la presse françaises, ses

travaux en français, et l'incorporation régulière de membres français. Peut-on en effet écrire à bon droit en 1784 : « Le temps semble venu de dire le monde français comme autrefois le monde romain, et la philosophie, lasse de voir les hommes toujours divisés par les intérêts divers de la politique, se réjouit maintenant de les voir, d'un bout de la terre à l'autre, se former en république sous la domination d'une même langue » ? Jean-Christophe Schwal qui partage la couronne académique avec Rivarol est plus lucide. Sa *Dissertation sur les causes de l'universalité de la langue française, et la durée vraisemblable de son empire* envisage favorablement le français comme moyen de communication internationale voire universelle, mais elle insiste sur la nécessité pour chaque nation de se consacrer au développement et au perfectionnement de sa propre langue. L'expansion de langue française ne doit pas se faire au détriment des autres langues européennes ; l'hégémonie d'une langue est dangereuse.

Parallèlement, on ne peut nier l'audience de la mode française au sein du royaume européen des mœurs et du bon goût. Carlo Goldoni le montre bien dans ses *Mémoires* : La mode est « le mobile des Français [...] ce sont eux qui donnent le ton à l'Europe entière, soit en spectacles, soit en déclarations, en habillements, en parure, en bijouterie, en coiffure, en toute espèce d'agrément ; ce sont les Français que l'on cherche partout à imiter. A l'entrée de chaque saison, on voit à Venise dans la rue de la Mercerie une figure habillée, que l'on appelle la Poupée de France, c'est le prototype

auquel les femmes doivent se conformer, et toute extravagance est belle d'après cet original ».

Les poupées de Mademoiselle Bertin sont attendues avec impatience dans les palais de l'aristocratie russe. Les gouvernantes et précepteurs français sont particulièrement recherchés pour l'éducation des enfants bien nés, ce qui n'est d'aucune garantie en revanche quant au traitement qu'ils reçoivent : considérés comme des domestiques, ils sont nombreux à déçants, tandis que de nombreux maîtres découvrent qu'ils se sont faits abuser.

Quoi qu'il en soit, on peut déjà se demander si cette Europe de la mode et du goût n'est pas davantage une Europe parisienne qu'une Europe française. Or, ce Paris mondain qui imprime la marque au bon goût se définit précisément comme cosmopolite, un cosmopolitisme de l'entre-soi. Il met en scène son ouverture à l'autre, un reconnu comme *alter ego* par son appartenance dûment contrôlé à la bonne société et sa pratique du français perçu davantage comme la langue vernaculaire du royaume européen du goût, plus que comme la langue de la nation dominante. Si seuls les étrangers de qualité passent avec succès l'épreuve de la première présentation au salon et sont conviés à prendre part aux jeux de société, il en va de même pour les postulants français. La profession de foi cosmopolite ne suppose pas la liberté de circulation dans l'espace mondain, elle permet au contraire d'en relever le seuil d'accès. Dans ces conditions, c'est moins la capitale française qui donne le « la » à une Europe sous influence et captive, qu'une société européenne du goût et des mœurs dont l'un des

théâtres favoris est sans conteste Paris, mais qui s'épanouit également dans ses migrations saisonnières vers les villes d'eau comme Spa ou dans les résidences de campagne de l'aristocratie.

Bibliographie sélective

L'Europe des Lumières, dossier de *Dix-huitième siècle* coordonné par Claude Michaud, 1993, 25.

Daston Lorraine, « The Ideal and reality of the Republic of Letters in the Enlightenment », in *Science in Context*, 1991, vol. 4, pp. 367-386.

Roche Daniel, *La France des Lumières*, Paris, Fayard, 1993, 651 p.

Pomeau René, *L'Europe des Lumières. Cosmopolitisme et unité européenne au XVIII^e siècle*, Paris, Stock 1966, nouvelle édition, Paris, Hachette, Pluriel, 1995, 305 p.

Masseau Didier, *L'Invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIII^e siècle*, Paris, PUF, Perspectives littéraires, 1994, 172 p.

Poulot Dominique, *Les Lumières*, Paris, PUF, collection Premier cycle, 2000, 419 p.

Elisabeth Détiéd., *Le Spectateur européen. Interfaces artistiques et littéraires dans l'Europe des Lumières*, Montpellier, Publications de l'Université de Montpellier, 2000, 2 vol., 272 p., 273 p.

Franco Venturi, *Europe des Lumières. Recherches sur le XVIII^e siècle*, Paris-La Haye, Mouton, Civilisations et Sociétés 25, 1971, 300 p.

Ulrich Im Hof, *Les Lumières en Europe*, Paris, Le Seuil, Faire l'Europe, 1993, 316 p.

Norbert Jonard, *La France et l'Italie au siècle des Lumières. Essai sur les échanges intellectuels*, Paris, Honoré Champion, Bibliothèque Franco Simone 24, 1994, 197 p.